

Nogent sur Seine: COBAYE DU NUCLEAIRE ?

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

SAMEDI 24
DIMANCHE
25
JANVIER
1976

N° 92

1,50 F

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

La réforme s'accélère :

un O.S. au ministère..

DES MILLIONS RESENT A LA CHAINE

Un OS dans l'équipe d'un des proches conseillers de Giscard, un OS sorti des grands bagnes capitalistes, Peugeot-Mulhouse, et de surcroît un délégué syndical ! M. Stoléro, apôtre giscardien de la «revalorisation du travail manuel» fait preuve de plus d'imagination que ses collègues. C'est peut-être ce qui lui vaut d'être tant apprécié de son maître. De l'imagination, il en avait bien besoin, car toutes les paroles lénifiantes sur «la situation anormalement basse des travailleurs manuels», sur la «nécessaire réduction des inégalités» n'avaient pas eu grande prise chez les travailleurs. Car, dans les usines, la réalité quotidienne, c'est les bas salaires, les cadences épuisantes, le travail abrutissant, et la répression contre tous ceux qui se révoltent, qui mènent la lutte.

Ce monsieur Stoléro, qui prétend si bien connaître le «travail manuel», puisqu'il fait du bricolage chez lui, nous avons appris à la connaître. Aussitôt Giscard élu, il devient un de ses plus proches «conseillers». Sa première tâche est de consigner dans un livre quelques «idées sociales». Le chômage s'aggrave, Stoléro fait travailler son imagination : «il faut réviser notre conception rigide du plein emploi». Pourquoi pas «des emplois à la carte, 10 h., 20 h., 30 h., avec une rémunération et des avantages sociaux ad hoc». Autrement dit, l'imaginatif Stoléro vient de découvrir... le chômage partiel ! Toujours dans sa boîte à idées, en voici une directement issue du «programme social» d'un certain M. Nixon : le «seuil de pauvreté», pour lequel M. Stoléro choisit «de manière très

arbitraire, la somme de 1 400 F par mois pour une famille de 4 enfants, en 1974». Cela en dit assez sur le genre d'imagination de ce conseiller giscardien.

Le dernier gadget giscardien est donc la revalorisation du travail manuel. Chanson déjà interprétée par un certain Sudreau. Le bricolage en maison de campagne ne convaincant peut-être pas tout le monde, il fallait une caution plus sérieuse, un ouvrier, un vrai. L'attrait de la sinécure que représente un cabinet ministériel permet d'en débaucher un, et le tour est joué. Un tour de bien mauvais prestidigitateur, car quel est l'ouvrier ayant goûté à l'enrichissement du travail à la chaîne, sous l'œil des chronos, qui croira que la présence d'un de ses camarades dans un ministère y changera quoi que ce soit !

Tous ces efforts n'ont en fait qu'une seule cause : justifier le chômage, c'est nécessaire parce que les travailleurs luttent contre. Jeter de la poudre de revalorisation de travail manuel aux yeux, c'est urgent car les ouvriers remettent en cause le mécanisme même de leur exploitation.

Et cela, même assistée d'une béquille ouvrière pour l'occasion, toute l'imagination des conseillers giscardiens ne l'empêchera pas d'aboutir à cette «explosion sociale» que craint tant M. Stoléro.

Eric BRÉHAT

LIBAN UN REPIT POUR LES PALESTINIENS

Ygal Allon inspectant les lignes israéliennes. Le doigt menace le Liban : malgré le cessez-le-feu, le risque d'agression n'est pas totalement écarté.



IRAN des condamnés à mort déjà exécutés

Voir page 12

Conseil National de la CFDT

une tentative
pour colmater
les brèches
avant
le congrès
de mai

Voir page 6

SOMMAIRE

p. 3 : trichinose : 150 hospitalisations dans la région parisienne

p. 4 : Vet-France: questions sur une reprise

p. 5 : pas de trêve contre Sanders

p. 7 : Moon, ou le prophète de la CIA

p. 9 : Liban, le dossier du conflit

p. 10 : la vie du journal

LIRE EN PAGE 11
NOTRE NOUVEAU
FEUILLETON
extrait du roman
d'Edgar Snow

"Etoile Rouge
sur la Chine"

NUCLEAIRE

Nogent-sur-Seine

Eric BRÉHAT

COBAYES DU NUCLEAIRE ?

CE QU'ON EN PENSE

CHEZ LES OUVRIERS DE NOGENT

C'est cette commune de 4 000 habitants qu'a choisi E.D.F. pour construire quatre centrales nucléaires de 1 300 mégawatts, électriques chacune, soit un ensemble d'une taille encore jamais atteinte. Six tours de réfrigération hautes de 170 m viendront s'ajouter à ce qu'à Nogent beaucoup voient déjà comme l'enfer.

EDF ATTAQUE, LE NOGENTAIS S'ORGANISE

Tout a commencé en juin 1975 : par la télévision, les habitants de Courceroy, commune voisine de Nogent, apprennent que l'on doit installer sur leurs terres une énorme centrale nucléaire. Peu de temps après, des agents de l'E.D.F. viennent faire des sondages de terrain. Les habitants de Courceroy organisent une manifestation et empêchent les sondages. L'E.D.F. n'insiste pas, on parle d'autres sites (La Motte-Tilly, Port-d'en-Bas).

On semble très sûr de soi, chez ses dirigeants. Quelques correspondances donnent à penser que Guillot, le maire, a donné quelques garanties à l'E.D.F....

LA CRÉATION DE L'APPROVAS

Alors que l'on parle de plus en plus de Liours comme site définitif, un industriel parisien, M. Aucouturier, possesseur d'une résidence secondaire près de Nogent, décide, avec quelques autres notables nogentais, de créer une association pour empêcher l'implantation. Ce sera l'APPROVAS (Association pour la défense du Val-de-Seine). Un travail d'information est organisé, une première réunion se tient en juillet avec

Une petite ville du Val de Seine, tranquille. Au détour d'une rue, on y découvre des banderoles : «NON A LA CENTRALE NUCLEAIRE». L'EDF prévoit d'y construire la plus grosse centrale qui n'ait jamais existé. Les habitants la refusent. La bataille est engagée.

des scientifiques opposés au programme nucléaire. La population de Nogent est toute surprise de trouver des tracts dans ses boîtes aux lettres, de voir des affiches sur les murs alors qu'il n'y a aucune campagne électorale. Les commerçants placardent leurs devantures, des banderoles sont hissées, les réunions d'information se multiplient,

de téléphone pour rassembler une centaine de personnes. Cela prouve que si nous voulons faire mieux, ce ne sera pas difficile. Et s'il le faut, nous n'hésiterons pas à le faire ».

M. Heral, secrétaire général de l'association, est optiblé près de deux mille : une pétition a rassemblé près de deux mille

doit poser quelques problèmes, s'est contenté de dire que le gouvernement n'aurait pas encore pris position... D'autre part, les contacts sont pris entre associations des communes concernées, pour une action concertée.

Du côté de E.D.F., on laisse entendre que le choix est



AVANT...

parfois, l'E.D.F. envoie quelques ingénieurs pour tenter de défendre la centrale. Ils ne sont pas très convaincant.

Enfin, un journal de l'association est édité, et mardi dernier, une petite manifestation est organisée à proximité du site, à LIOURS. Il a suffi de quelques coups

signatures à Nogent, le Conseil municipal, malgré la position du maire, s'est prononcé contre, et en lisant bien entre les lignes la déclaration de Granet, député local et... nouveau secrétaire d'Etat à l'Environnement, on peut penser qu'il n'est pas favorable au projet. En fait, Granet, à qui sa nomination

définitif, mais il reste à savoir la décision que prendra le gouvernement. Elle dépend en grande partie de la mobilisation des habitants du Val-de-Seine. Et l'on peut se demander si aujourd'hui, les bases sur lesquelles combattent les associations locales lui donnent toute l'ampleur nécessaire.

Dans les H.L.M. situés un peu à l'écart de Nogent, beaucoup de gens sont contre la centrale, mais on regarde un peu de loin l'agitation faite par l'APPROVAS. Rencontré au porte-à-porte, alors qu'il faisait de la menuiserie, un retraité le disait : « D'après ce qu'on dit, il n'y a pas de bonne sécurité, sur ces centrales. Ça ne m'étonne pas trop, car l'E.D.F., c'est le gouvernement, et le gouvernement, nous autres, on sait bien que notre sécurité et notre santé, ne le préoccupent pas trop. Mais ce qui me paraît le plus grave, c'est que ça va toucher les générations à venir. Moi, je n'ai plus grand chose à craindre, mais les jeunes, ceux qui viendront après, il ne faut pas permettre qu'ils soient touchés.

Par contre, M. T., qui travaille à l'entretien à l'usine de plastic ne voit pas ainsi les choses : « Presque tous les jours, dans le journal local, on parle de la centrale. Je me demande si je ne vais pas être pour, à la fin. Ceux qui font ça connaissent leur métier, et la centrale, ça changera peut-être un peu les mentalités... et les salaires, parce qu'ici, ils ne sont pas gros... » La discussion s'engage sur le problème de la sécurité, car pour cet ouvrier, une chose est claire : dans les usines, lorsque la sécurité n'est pas respectée, c'est que le profit s'y oppose. Tout dernièrement, une conduite d'eau chaude pour le chauffage de la boîte a été installée : « la boîte qui l'a installée l'a fait en rognant le plus possible. Le résultat, c'est que les tuyaux ne tiennent même pas par des pattes, et que ça risque de péter, avec de l'eau bouillante ». Nous en revenons à la centrale ; précisément, dans ces centrales, il y a un kilométrage très important de canalisations d'eau sous pression, d'eau radioactive ! Et c'est bien la rentabilité, le profit qui guide le gouvernement dans son programme nucléaire ! « Vu sous cet angle, ça mérite réflexion. Mais je persiste à croire que ça ne serait pas mauvais de faire un peu de changement dans Nogent... » M. T. est ébranlé. Pour lui, une centrale nucléaire, ce n'est pas nécessairement la fin du monde, et a priori, il ne voyait pas bien pourquoi se retrouver à côté d'un industriel parisien pour combattre contre.

LA MENACE SUR LES EAUX DE LA REGION PARISIENNE

La plus grosse quantité de l'eau utilisée dans la région parisienne provient de « nappes phréatiques » (c'est-à-dire souterraines, à grande profondeur) auxquelles est pompée l'eau. Mais ces nappes sont alimentées par l'infiltration des eaux, en particulier dans le Val de Seine. Dans cette région (celle de Nogent-sur-Seine), la nature des terrains permet cette infiltration, et filtre également ces eaux. Mais la filtration n'est que chimique et, en aucun cas, des éléments radioactifs n'y seraient filtrés. L'implantation d'une grosse centrale en amont de Paris, en l'absence de moyens de contrôle (ce qu'a déclaré M. Vallron, président de l'agence de bassin Seine-Normandie) représente donc un réel danger de contamination pour des millions de travailleurs.

les arguments de l'APPROVAS contre l'implantation de la centrale

— Pollution « esthétique » : six énormes tours de 150 m alors que le point culminant de la région est à 160 m. De plus ces tours créeront vraisemblablement des brouillards (3 m³ de vapeur d'eau par seconde). Enfin, les lignes électriques qui transporteront les 5.200 MW obligeront la taille de nombreux couloirs dans la forêt.

— Pollution chimique : pour détartrer les canalisations des circuits de refroidissement, des détartrants (acide sulfurique) seront déversés.

— Pollution propre au nucléaire : contamination de l'eau de la Seine par le tritium radioactif qui peuvent contenir même les circuits secondaires, sans parler du risque d'accident grave, contaminant toute la région, que le manque d'expérience en matière de centrales oblige à envisager.

A ces arguments, qui sont ceux que les scientifiques signataires du moratoire anti-nucléaire ont avancé, l'APPROVAS en a ajouté quelques-uns de son cru :

— La vie de la ville sera bouleversée par la présence de deux à trois mille ouvriers du chantier. Ce sera un peu « sa envahissement par des nomades », et « il y a déjà tellement de bagarres dans les bals du samedi soir »...

— L'ouverture du chantier amènera EDF à « faire de la saracène » sur les salaires, ce qui obligerait les industriels de la région à suivre ce mouvement. C'est pour cette dernière raison que les industriels en question, même s'ils n'ont rien dit publiquement, sont en fait de tout cœur avec l'APPROVAS...

« je n'ai pas travaillé toute ma vie pour crever maintenant »

La ferme de M. L., dans le hameau de Liours, est à 500 m à vol d'oiseau du site choisi par E.D.F. M. L. a soixante hectares, du bétail et de la céréale. « Je ne me plains pas, ça me suffit pour vivre, pas pour être riche, mais pour vivre ». Toute la famille est rassemblée autour du poêle, car le froid prend, mais c'est le père qui parle. Un peu méfiant, au début, « peut-être que l'E.D.F. va envoyer des faux journalistes pour nous tirer les vers du nez », il m'explique sa position : « J'ai travaillé toute ma vie, alors à quoi ça me servirait si, à quelques années de prendre ma retraite, ils me font crever avec leur atome. Je vous le dit bien franchement, je suis contre ».

Mais si l'E.D.F. vient, si les travaux commencent, que faudra-t-il faire, qu'en pensent les autres habitants de Liours ? « Moi, je connais ce que je pense, pas ce que pensent les autres. Mais je peux vous dire qu'il n'y a qu'un seul chemin qui mène à l'emplacement

qu'ils ont piqué. Et si j'y mets le tracteur et la remorque, ils ne passeront pas. On peut prendre autre chose, aussi » et son regard se

n'a encore rien dit — ça fera du brouillard, encore plus que maintenant, alors si les céréales ne voient jamais le soleil, je me demande ce qui va



... ET APRES ?

tourne vers un vieux fusil, très long. Tout le monde éclate de rire « non, ça c'est pour plaisanter ». La discussion revient sur la centrale, sur les dangers qu'elle présente : « Il y aura les tours, 180 m à ce qu'on dit — parce que l'E.D.F.

les faire pousser. Et puis c'est surtout les rayons qu'on ne voit pas. Il paraît qu'on attrape des maladies sans s'en apercevoir. Et les bestiaux, où est-ce qu'on les mettra ? Les arguments du maire volontairement « catastrophistes » ont

porté, d'autant plus que M. L. a quelques terrains sur le site, et qu'aucun chiffre de dédommagement n'a été avancé par E.D.F. Mais il y a là un risque et M. L. le reconnaît : « pour l'instant, je pense quand même que tout le monde est contre, même le boulanger de Liours. Mais s'ils proposent des gros prix à l'hectare, il faudra voir ». Nous en venons à la question de l'unité avec les travailleurs de Nogent, car pour empêcher les travaux, il faut être nombreux. Mais là, M. L. reste encore sceptique.

L'attitude du maire de Nogent, favorable à la centrale, sans le dire, n'a pas contribué à créer l'unité, bien sûr, mais il n'y a pas que cela : il y a peu de liens entre les travailleurs de Nogent, de Romilly, et les paysans directement concernés. Si bien il y a, c'est entre notables, pas entre travailleurs. La lutte contre l'implantation de la centrale devra aider à les créer.

un O.S. de Peugeot chez Stoléro

'BEAUCOUP PARLENT DE VENDU...'

C'est à la suite d'une émission de télévision, précisément sur les conditions de travail, à laquelle participait le conseiller Stoléro, que Hubert Maigrat fut pressenti pour être « ouvrier » de l'équipe du soi-disant revalorisateur du travail manuel. M. Stoléro aurait, paraît-il, été frappé qu'un ouvrier puisse « s'exprimer aussi bien sur son travail... ».

plus intransigeant, parce qu'avec tout le battage qui est fait autour de l'affaire, c'est le syndicat qui est mis en cause. Dans les ateliers, beaucoup parlent de « vendu... » Mais maintenant, il est dans une sacrée mélasse, à mon avis. Que fera-t-il dans six mois ? ».

Ce n'est pas par hasard que Stoléro a choisi Peugeot-Mulhouse. Dans cette usine, connue des travailleurs de la région pour la féroce répression contre les ouvriers combattifs, on avait voulu « humaniser le travail ». C'était un pas vers la « réforme de l'entreprise ». L'expérience a consisté, à la chaîne de montage des boîtes de vitesse des 604, à isoler quelques postes de la chaîne principale, postes où les opérations faites avant par plusieurs travailleurs devenaient le travail d'un seul. Un ouvrier disait à un camarade du « Quotidien du Peuple » : « Au bout d'un moment, le travail est toujours aussi monotone, répétitif. Et avec ce système, tu perds tes primes, et certains préfèrent même revenir à la chaîne... ». Un autre aspect de la réforme était les « primes à la suggestion », c'est-à-dire des primes pour ceux qui trouveraient le moyen de supprimer des postes !

Seulement, Hubert Maigrat, ce n'était pas seulement un OS de Peugeot-Mulhouse. C'était aussi un délégué syndical, responsable de fait de la section CFDT de l'usine. Et, d'après l'UL-CFDT de Mulhouse, « c'était un gars des plus virulents et la direction de lui faisait pas de cadeaux ». Aussi, à la CFDT, on est bien embêté : « On lui avait bien dit que de toutes façons, ça ne changerait rien qu'il soit là-bas. Notre position d'organisation était tout à fait opposée. D'ailleurs, maintenant, il ne peut exercer aucun poste syndical, conformément aux statuts. Dans sa section, on lui a dit la même chose, mais on lui a



Un travail « enrichissant » pour les poumons : O.S. à la peinture.

laissé le choix. Maintenant, on se dit qu'on aurait dû être

Trichinose

150 HOSPITALISATIONS DANS LA RÉGION PARISIENNE

Ce n'est pas 20, mais 150 personnes adultes et enfants qui sont hospitalisées (Bicêtre, Clamart, Corentin Celton, Ambroise Paré...) après avoir mangé de la viande de porc parasitée par des larves de trichine.

C'est un ver rond dont les larves, pondues dans l'intestin, après avoir cheminé dans le sang s'enkystent massivement dans les muscles. Cette maladie sévit dans les pays artiques, sous les tropiques, plus rarement en Pologne, Allemagne, USA. En France, on n'avait pas vu d'épidémie de trichinose depuis 1860. La contamination se produit en mangeant de la viande de porc, de sanglier, de phoque, crue ou mal cuite (jambon, saucisses...). L'épidémie actuelle a revêtu la forme d'une grippe grave (fièvre à 40°, douleurs musculaires, lombaires, maux de tête...) suivie entre le 3^e et 5^e jour d'un gonflement, d'un œdème du

visage et du cou, avec parfois un urticaire. On note une grande fatigue, ainsi que des douleurs musculaires. Il faut alors être hospitalisé pour le traitement à base de corticoïdes et de Thiabendazole. Il y a parfois des cas mortels lorsque les larves sont disséminées largement dans le sang. L'épidémie actuelle est géographiquement limitée à la banlieue sud de Paris (Sceaux, Chateaufort, Labry, Plessis Robinson). L'infestation, d'intensité moyenne pour le moment, n'a pas entraîné de mort. Les douleurs musculaires, l'urticaire, la fatigue extrême pourront persister quelques mois malgré le traitement.

C'est donc une maladie grave qui ne doit pas exister si les contrôles vétérinaires sont faits de façon rigoureuse. Dans ce cas présent, à l'hôpital de Bicêtre, on estime que les contrôles n'ont pas eu lieu. Cette viande de

porc qui aurait été mise en vente dans des magasins à grande surface et dans une des plus grandes charcuteries de Sceaux serait originaire des pays de l'Est.

En effet, la viande de porc consommée en France provient dans sa presque totalité soit de la France, soit des pays de l'Est. Il y a tout lieu de penser que le porc importé n'est pas soumis au contrôle hygiénique nécessaire.

En dehors de l'épidémie de trichinose qui semble limitée, il y a de toute façon un certain nombre de précautions à prendre pour consommer de la viande de porc. Elle doit être bien cuite et ne jamais être consommée saignante, ceci pour éviter les diverses parasitoses dont elle peut être responsable (tenia...).

Docteur QdP

Le commissionnaire de Mitterrand

Mitterrand a-t-il adressé un message à Giscard pour lui dire son accord sur l'élection d'un Parlement Européen au suffrage universel. C'est ce que rapportait « Le Monde ». L'intéressé a démenti, mais plusieurs membres du Mouvement Européen ont confirmé que Leprince-Ringuet, président du Mouvement avait été chargé par Mitterrand de transmettre à Giscard que le PS voterait pour le projet d'élection au Parlement Européen au suffrage universel. Mitterrand a peur d'être surpris dans les couloirs de l'Élysée, il envoie des commissionnaires...

Le comte de Paris met de l'eau dans son bourbon

Jeudi, le comte de Paris a rompu un long silence, au lendemain de l'anniversaire de l'exécution de son ancêtre royal, il a, devant un parterre d'académiciens, d'aristocrates et d'ambassadeurs, fait une « communication » sur le thème « tradition et progrès ». On remarquait parmi l'assistance MM. Edmond et Olivier Giscard d'Estaing, père et frère du président. Il y a plus que des affinités entre les Giscard d'Estaing qui se piquent de descendre de Louis XV par des voies détournées, et l'héritier de Louis-Philippe, prétendant au trône. Comme le président, le comte de Paris a opté pour le libéralisme. Il s'est démarqué de ses supporters d'extrême-droite auxquels il reproche de « s'opposer aux exigences de notre temps ». Mais qu'attend-il pour disparaître afin de satisfaire aux exigences de notre temps ?

Lecanuet : une justice plus compréhensive... pour les patrons

A la Roche-sur-Yon, où il inaugurerait le nouveau palais de justice, le nouveau ministre d'État, Lecanuet, a parlé de la qualité de la vie. Nul n'est mieux placé que lui pour en parler. En tant que maire de Rouen, ville la plus polluée de France, il a déjà obtenu des résultats remarquables : la pollution n'a pas diminué, les mauvaises odeurs non plus, mais aucune ville ne dispose d'autant d'appareils à mesurer le degré de pollution. Le ministre de la justice s'est penché sur le problème de la répression des pollueurs industriels. Comme ce sont des patrons, il est hors de question de les mettre en prison ou de les accabler d'amendes. Il a donc proposé, après avoir catégoriquement écarté ces sanctions, que la seule peine applicable soit l'obligation de réparer les dégâts. A voir l'empressement avec lequel les patrons appliquent les décisions réglementaires en matière de sécurité ou de pollution, il est clair que ce n'est là qu'une manière de les soustraire aux sanctions...

Le jeu du milliard

Le préfet de Paris a lancé un concours d'idées pour l'aménagement des anciens abattoirs de La Villette. Les suggestions vont à coup sûr affluer, bien que le montant du prix offert au gagnant n'ait pas encore été précisé. Le concours précédent avait fait la fortune de plusieurs entrepreneurs et politiciens. Des centaines de millions avaient généreusement été distribués. Les abattoirs construits ne fonctionnèrent que quelques mois, ce qui permet aujourd'hui d'offrir à nouveau des primes alléchantes. Les habitants du quartier qui pour beaucoup logent dans des appartements insalubres, et les enfants qui n'ont pas de terrain de jeu ont certainement leur idée sur le meilleur emploi de La Villette, il est douteux qu'on les écoute.

Suites du rapt d'Hazan : découverte d'un camp d'entraînement fasciste

A la recherche de Jacques Prévost, ancien membre de l'OAS, impliqué dans l'enlèvement de Louis Hazan, les policiers ont découvert dans le Cantal un de ses repaires. Ils y ont fait d'étonnantes trouvailles : des canots pneumatiques destinés à la navigation marine, des cartes d'état-major annotées concernant plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique Latine, un lot de cigares cubains normalement interdits à l'exportation. Quelques jours avant l'arrivée de la police, cette maison était encore occupée par une dizaine d'hommes. Quelles étaient leurs activités ? Tout indique qu'ils s'entraînaient militairement dans le but d'intervention dans certains pays aux côtés d'armées fascistes, en particulier en Angola avec les troupes de l'Afrique du Sud. Tous les gangsters arrêtés ou en fuite qui ont participé au rapt d'Hazan ont partie liée avec l'extrême-droite : Prévost, ex-OAS, Boisset, les frères Pech et leur père, Gobbé, Moschini qui était en rapport avec les fascistes italiens. Quant au frère de Brunini, ne résidait-il pas à Johannesburg d'où il était venu en France trois jours avant l'enlèvement. Pour repartir peut-être ensuite si l'affaire avait bien marché avec un commando et de quoi financer son intervention en Angola.

Serge LIVET

après l'annonce par le gouvernement de la reprise

UN OPTIMISME DE FAÇADE

La grande presse claironne que la production industrielle est bien répartie ; elle se base pour l'annoncer sur la dernière enquête mensuelle de l'INSEE. Or, cette enquête, plutôt qu'une raison de se réjouir, doit être une source d'inquiétude pour le gouvernement. On constate en effet une croissance de la production dans la plupart des secteurs industriels et la baisse des stocks, et une reprise des commandes dans certaines branches.

BAISSE DE LA DEMANDE EXTERIEURE

Mais le niveau des commandes est très variable selon les branches, bon dans le secteur des biens de consommation, faible dans le secteur des industries intermédiaires. Et ce qui est plus grave, les demandes provenant de l'étranger sont en baisse, sauf pour les biens de consumma-

tion, alors que la demande intérieure progresse. Or toute la politique économique du gouvernement est fondée sur la restructuration de l'appareil de production pour la conquête des marchés étrangers des biens d'équipement, c'est dans ce domaine que la baisse des commandes est la plus forte. Toute une série de contrats annoncés triomphalement lors de visites officielles à l'étranger ou de voyages de Ségard, l'ancien VRP du gouvernement, n'a pas abouti. Quant à la reprise de la demande intérieure, elle reste fragile et d'ordre conjoncturel, due au dégonflement des stocks. Il ne faut pas compter

non plus sur une forte reprise de la demande des biens de consommation, en raison de la pression sur les salaires que patronat et gouvernement ont déclaré vouloir exercer en 76.

son système en crise, c'est par un durcissement de nos luttes que nous lui répondrons.

Les rumeurs de dévaluation du franc, rapidement démenties par Fourcade, restent fondées. Non pour des raisons financières : la banque de France a suffisamment de réserves pour contrecarrer les spéculations à la baisse sur le franc, mais en raison des très mauvaises perspectives commerciales qui s'annoncent. Une dévaluation du franc rendrait plus concurrentiels les produits français à l'étranger, mais par contre risquerait d'accroître l'inflation ; de plus, cette mesure ne pourrait pas remédier aux faiblesses de l'industrie française, incapable de répondre aux demandes de biens d'équipement des pays en voie de développement, dans de nombreux domaines (machines-outils...).

DE SOMBRES PERSPECTIVES POUR 1976

L'avenir est donc loin d'être reluisant, pour l'impérialisme français sur le plan économique, ce qui présage de nouvelles attaques de la bourgeoisie contre notre niveau de vie et un renforcement de l'exploitation. Le gouvernement nous demandera de nouveaux efforts au nom de l'intérêt national pour sauver

LUTTES OUVRIÈRES

ECHO DES LUTTES

RÉGION DE MARSEILLE

Solmer à Fos :

Depuis mercredi matin 5 h, le personnel des hauts-fourneaux de Solmer poursuit la grève à l'appel de la CGT et de la CFDT contre le chômage partiel et la diminution des salaires. Hier, vendredi 23 janvier, à 11 h, la direction a convoqué le Comité d'Entreprise en réunion extraordinaire.

Chantier de la Pomme, jeudi 22 janvier :

Vers 15 h, un travailleur algérien, M. Sebti Lemmouchei, 39 ans, demeurant cité Saint-Paul au quartier Saint-Just, meurt enseveli sous l'éboulement d'une tranchée de plus de 3,50 m de profondeur. Ce nouvel assassinat de travailleur immigré n'a rien de fatal pour les habitants du quartier qui voient depuis le mois d'août 75, l'entreprise Caranoni exiger de ses ouvriers un travail sans sécurité, sans aucun boisage.

Entreprise Tortolini et Farina à Marseille : la police au secours des patrons

Mercredi 21, après avoir refusé à l'huissier la sortie de 30 tonnes de marchandises, les travailleurs ont reçu la visite de deux officiers de police et d'un fourgon de gendarmes. Fort de cet appui, un transitaire auquel appartenait la marchandise a pu tranquillement effectuer cinq voyages dans l'après-midi.

La question qui se pose donc est de savoir comment organiser une riposte efficace et immédiate à la répression.

Dès le lendemain, 150 entreprises venaient exprimer leur solidarité, ce qui est très positif, mais pourquoi cette solidarité n'a-t-elle pas permis d'empêcher la sortie des marchandises qui a duré plusieurs heures ?

Un meeting sur les défenses des libertés démocratiques et pour la libération des syndicalistes emprisonnés s'est tenu le jeudi soir à Marseille.

Vendredi matin, les travailleurs de Tortolini et Farina sont intervenus dans plus de 40 entreprises de transport de Marseille pour populariser leur lutte et organiser le soutien financier.

Travailleurs, venez apporter votre soutien à ceux de Tortolini et Farina : 15, rue Vintimille dans le 14^e, derrière la gare d'Arenc à Marseille.

Correspondant Marseille



NOUVELLES PAYSANNES DUGERS

Le prix des pommes de terre

S'il n'y a pas de pénurie de pommes de terre en France, pour le moment, cela n'empêche qu'elles sont chères pour le consommateur, vendues très bon marché par le producteur, qui doit pourtant payer les semences très cher. 1973 : 0,80 F ; 74 : 1 F ; 75 : 1,50 à 1,80 F ; 76 : 2,50 à 4 F le kg ! Une manifestation a eu lieu mercredi au marché de gros à Agen, justement au sujet des pommes de terre.

Les manifestations de viticulteurs ne sont pas près de finir

A la suite de la Société des Vins de France, un des plus gros négociants français, le Comptoir Agricole Français, qui commercialise 1 500 000 hl de vin par an, vient de prendre position en faveur des importations de vin italien. Cela, sous prétexte de satisfaire les goûts des consommateurs ! Avec de telles prises de position, les manifestations du Languedoc ne sont pas finies...

correspondant local

VET-FRANCE (Lisieux)

QUESTIONS SUR UNE REPRISE

Celles qui sont rentrées sont révoltées : «C'est la rage au cœur qu'on a repris le travail, le patron dit qu'il faut tout oublier, revenir comme avant». Comme avant ? C'est justement cette situation qu'elles ne veulent plus supporter ! Les bas salaires (1 400 F avec 5 ans d'ancienneté, et les salaires les plus bas sont de 1 250 F, primes comprises). La prime d'assiduité qui saute au bout de 2 h d'absence par mois. Le travail encore plus pénible, depuis l'introduction de nouvelles machines. «Il a fallu qu'on s'y habitue, on ne faisait plus le rendement, alors il a supprimé notre prime». Reprendre comme avant ? Ce n'est pas possible.

Certaines sont découragées et envisagent de quitter l'usine. Mais où aller ? Lisieux est une petite ville, avec des petites boîtes. Le chômage y est important.

«ON NOUS A DÉPOSSÉDÉES DE LA LUTTE»

—«Pourquoi avez-vous repris le travail ?»

Une ouvrière qui, pendant la grève, s'est syndiquée, comme beaucoup d'autres, à la CGT, parce qu'elle sentait la nécessité de l'organisation syndicale pour se battre, met aujourd'hui en cause la main-mise du PCF sur la lutte, par l'intermédiaire de l'Union Départementale :

—«7 semaines pour rien, sans progrès, sans perspectives, on était à bout de ressources. Que veux-tu qu'on fasse d'autre ? Si on avait su comment gagner, on aurait continué la lutte. On n'a rien obtenu parce qu'on a été mal dirigées, on ne savait rien. Ce qu'on voulait, c'est avoir des contacts

La grève est terminée depuis une semaine. Échec pour les ouvrières, puisqu'une cinquantaine d'entre elles se retrouvent licenciées, et que les autres ont dû reprendre sans rien obtenir, en perdant même la moitié de leur ancienneté. Aujourd'hui, le patron détermine, avec son équipe de cadres, qui, parmi les grévistes, il ne reprendra pas. Une ouvrière, veuve avec cinq enfants, une autre orpheline avec des frères et sœurs à charge... ne seront pas reprises. Pour remplacer les filles licenciées, le patron aurait embauché une cinquantaine de personnes.

avec la CGT, discuter. On n'a jamais su pendant les 7 semaines ce que c'est qu'un syndicat, ce qu'est la CGT, son programme. Ils nous ont interdit de discuter avec la CFDT. Il y avait deux réunions par semaine avec Laumonier et Merez, de la Fédération de l'habillement. On n'a jamais rien compris, ils répétaient toujours les mêmes choses. Un jour,

par là même à affaiblir la section syndicale, l'outil dont les travailleurs ont besoin ! Elle nous dit : «Tout le long de la lutte, on a été dépossédées, c'est l'Union Départementale qui prenait les décisions et qui nous les imposait. Depuis longtemps, on voulait reprendre la production, lorsque nous avons soulevé le problème, la direction de

nombreuses à vouloir aller à l'usine pour le réoccuper...»

«Aujourd'hui, c'est la grande division, la CGT accepte les licenciements. Mais je suis sûre qu'il doit y avoir un moyen de faire échec au patron». Cette certitude prend racine dans ce début de compréhension de la responsabilité des dirigeants PCF de l'UD. «Il aurait fallu qu'on apprenne beaucoup... Peut-être que si on avait discuté entre nous...». Les ouvrières de Vet-France ont commencé à «apprendre», puisqu'elles affirment la nécessité, pour vaincre, de ne pas se laisser déposséder de leur lutte, de construire un



La déléguée syndicale, Mme Lebel, remet les clés des locaux à M. Mahé, sous-préfet de Lisieux.

J'ai émis mon avis, ils ont ricané, et je n'ai jamais reparlé».

«JE SUIS SÛRE QU'IL Y A UN MOYEN DE FAIRE ÉCHÉC AU PATRON»

Cette absence de démocratie, beaucoup de filles nous en parlent avec colère. Une des femmes qui a été licenciée, a quitté en même temps la CGT, dans un mouvement de révolte. Voilà comment le PCF arrive à décourager des ouvrières pourtant combattives, et

la CGT a bondi, s'est mise en colère, elle a prétexté que c'était illégal». Une autre ouvrière ajoute : «A mon avis, je pense que ça aurait fait très peur au patron. Pour nous, ça nous aurait permis d'entrer en contact avec d'autres travailleurs».

Le même prétexte d'illegalité a été donné, avant l'intervention des flics. «Il y a vaît pourtant cinquante ouvrières dans la boîte, mais la CGT les a toutes virées. A la manifestation, on était très

rapport de force qui fasse mal au patron, même si pour cela, la loi des patrons doit être méprisée. Elles ont aussi compris la nécessité de mobiliser les autres travailleurs, pour faire masse contre les patrons.

Dans cette bataille, elles ont besoin de leur syndicat, d'y imposer le point de vue juste qu'elles défendaient, d'en faire, malgré les pressions du PCF, un instrument solide au service de leurs luttes.

Corr. Caen

THOMSON (Vélizy)

MANIFESTATION POUR L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS

Agitation inhabituelle hier après-midi dans la zone industrielle de Vélizy-Villacoublay (Yvelines) : les travailleurs de la Thomson-CSF, en lutte depuis onze semaines, défilaient à travers les usines. A 14 h 45, 450 grévistes franchissaient la grille, au cri de : «Thomson peut payer, Thomson paiera». Objectif de la manifestation : le contact avec les gars de la TVT (Thomson Visualisation Télévision), filiale de la CSF dont l'usine se trouve juste derrière la leur. Tout au long de cette manifestation très combative, les mots d'ordre étaient massivement repris : «TVT avec nous», «Ogée (chef du personnel) tu dors, ton usine est dehors».

C'est à travers les grilles cadenassées par la direction,

que la délégation de la TVT, venue de l'intérieur de l'usine, engageait la discussion avec les manifestants. la direction prétendait soi-disant s'opposer ainsi «aux projets des grévistes de rentrer dans l'usine semer la panique». Ce qu'elle craint surtout, c'est particulièrement clair, c'est l'entrée en lutte des travailleurs de la TVT aux côtés de leurs camarades. Après les luttes résolues dans toutes les usines du trust : à Brandt-Lyon, Esswein, Thomson-Thonon..., la direction veut à tout prix empêcher la généralisation et la coordination de toutes ces luttes ; coordination souhaitée par les travailleurs de Vélizy. Lundi, les sections syndicales feront le point avec les grévistes, pour décider de la suite de l'action.

communiqués

ORLÉANS :

LES GRÉVISTES DES ÉTABLISSEMENTS RIVIERRE-CASALIS ORGANISENT UN GALA DE SOLIDARITÉ SAMEDI

Un gala de solidarité a été voté et organisé. Il aura lieu à la salle des Pieds-Blancs aux Aydes, rue Masse, samedi 24 janvier, à 19 heures.

Ce gala sera une fête où les grévistes expliqueront leur lutte et essaieront, sur les thèmes de leur grève, de proposer aux participants une soirée récréative où chacun pourra exprimer sa joie, ses espoirs, ses luttes.

Entrée gratuite et restauration prévue.

LE JOURNAL DU Comité de Lutte des Handicapés

«HANDICAPÉS MÉCHANTS»

(n° 4) est paru.

Au sommaire :

- L'appareillage : une liberté ou une prison de plus.
- Table ronde des travailleurs de C.A.T. et d'ateliers protégés.
- Médecine d'usine et handicap.
- etc...

12 pages - 2 F - Pour se le procurer, on peut écrire : CLH c/o Ch. Koskas 7, rue de Cambrai - 75019 - PARIS

OUVRIERS ET PAYSANS

PAS DE TREVE CONTRE SANDERS

Monique CHÉLAN

Suite à une série de correspondances de paysans en lutte contre les firmes agro-alimentaires du genre Sanders, des syndicalistes CGT de l'usine Sanders (région parisienne), nous ont demandé de poser dans le Quotidien la question de la réalisation de l'Unité ouvriers-paysans. C'est ce que nous commençons aujourd'hui.

Sanders est une firme agro-alimentaire qui fabrique des aliments de base pour les animaux d'élevage. Sanders a cédé, en juillet 75, 50% de son capital à l'entreprise Minière et Chimique (EMC) grand trust dont dépendent la Société Commerciale des Potasses et de l'Azote (Mulhouse), les Mines et Potasses d'Alsace (Mulhouse), Azote et Produits Chimiques (Toulouse)...

L'usine mère est à Juvisy, et Sanders possède toute une série d'autres usines : Champagnet, Limagne, Chateau Gonther, Yvetot... des dépôts, une ferme expérimentale à Sourches...

LA RÉPRESSION CONTRE LES TRAVAILLEURS...

L'usine de Juvisy fabrique du «super», c'est à dire des éléments de laiterie retransformés dans d'autres usines. La fabrication emploie 126 tra-

ciement. Ils venaient voir les travailleurs immigrés sur leur lit d'hôpital, et profitant du fait qu'ils ne savaient pas lire, leur faisaient signer n'importe quoi. Avec cette circulation très rapide de travailleurs, il avait la partie belle. Comment monter une section syndicale, quand en plus la répression est automatique ? Quatre tentatives ont échoué. Les travailleurs syndiqués qui essayaient de se regrouper étaient aussitôt licenciés. Pendant tout cette période, il n'y avait qu'un syndicat maison».

...ET LE RACKET SUR LES PAYSANS

Sanders, c'est aussi le champion de l'«intégration». Sanders passe des contrats avec les paysans. Il fournit les petits veaux et les petits porcelets, la farine, reprend les bêtes engraisées et se paie. Ces contrats font peser

LES PAYSANS EN LUTTE CONTRE L'INTEGRATION

Depuis quelques années, de nombreux paysans ruinés par les contrats d'intégration avec Sanders, ou d'autres firmes sont, entrés en lutte : dans le Jura, la Saône et Loire, la Nièvre... Ils exigent la remise totale de leur «dette», une juste rémunération de leur travail. Ils refusent d'être expulsés de leurs terres. Combien de paysans en sont arrivés là, en s'acharnant pourtant jusqu'à 20 heures par jour ?

Déjà en décembre 72, ils avaient remporté une lutte contre Sanders, dans le Lot et Garonne. Un éleveur de porcs, M. Archambaud, refusait de payer 3 500F réclamés par Sanders. Les paysans-travailleurs organisaient alors une manifestation devant l'usine même. Surpris, le patron annule la dette, et rembourse même de l'argent au paysan. Cette victoire donnait un nouvel

essor à la lutte, de nombreux paysans victimes des mêmes pratiques se regroupaient. Un film était réalisé, un gala de soutien rassemblait 2000 personnes.

A chaque fois qu'un procès a lieu, les paysans se mobilisent. Car ils savent bien qu'ils ne peuvent attendre grand chose de la justice. Dans cette bataille, ils font aussi l'expérience des «syndicats» comme la FNSEA, qui, la plupart du temps, refusent de les défendre, et préfèrent les exclure pour défendre tout à leur aise les coopératives genre COPAL qui poursuivent les paysans et ont en même temps la direction du syndicat. C'est ce qui s'est passé par exemple en Saône et Loire.

Face à ce syndicalisme pourri, ils se posent la question d'un syndicalisme au service des paysans

«Des dettes pour salaires»

Le film «des dettes pour salaires», a été discuté et réalisé par les éleveurs «Sanders». Ils y ont reproduit les dialogues qu'ils avaient eus avec Jonio, le directeur de Sanders.

Sanders a poursuivi les paysans pour ce film qui met à nu ses pratiques. Non content d'avoir obtenu que les scènes où apparaissait Jonio soient coupées, il comptait bien faire interdire le film complètement. Mais les paysans l'ont passé tel quel pendant plusieurs mois, tant que le jugement ne leur avait pas été signifié, et se sont battus pour pouvoir continuer à le passer. Ils se sont battus, parce qu'ils estimaient nécessaire que les paysans puissent briser l'appareil idéologique de la bourgeoisie, parce que ce film est un moyen pour populariser leur lutte, de l'étendre, de mobiliser les paysans, et les travailleurs.

Ce qui s'affirme aussi depuis quelques années, c'est la nécessaire unité des paysans et des ouvriers. Ainsi, les paysans du Jura exploités par les Grands Moulins de Dôle (rachetés par Sanders en septembre 74), dont certains ont été obligés de vendre leur ferme et d'aller travailler à l'usine San-

ders, sont solidaires des 37 ouvriers licenciés par les Grands Moulins en septembre 75. Plus largement, les paysans viennent vendre leur produits, au prix coutant, aux ouvriers en lutte, aux chômeurs. Les viticulteurs envisagent aussi des actions communes avec les syndicalistes.

UNE BATAILLE A L'ECHELLE DU TRUST

«Pendant toute la période de création de la section syndicale CGT, nous avons commencé à élaborer un cahier de revendications. Nous exigeons l'amélioration des conditions de travail, pas de salaire inférieur à 2000F. Avant même les élections syndicales, les travailleurs déclenchaient une grève «sauvage» sur ces revendications. Au bout de 4 heures, le patron devra faire des concessions.»

Le souci numéro 1 des syndicalistes CGT de l'usine, c'est d'unifier les travailleurs contre le patron, de faire en sorte qu'ils prennent en mains la lutte. Pourquoi des augmentations uniformes ? Un large débat a eu lieu. Il fallait expliquer pourquoi les augmentations en pourcentage favorisent les salaires les plus élevés, ne font que creuser les écarts. C'est dans le même but qu'ils ont exigé la diminution du nombre de qualifications, le passage des manœuvres en O.S. (de 14 qualifications à 8).

Sur la question des formes de lutte à adopter, qui fassent le plus de mal au patron, sans que les ouvriers y perdent trop, les travailleurs ont réfléchi : grève totale ? Débrayages individuels par poste ? Le patron mettait en avant la crise. Comment riposter aux menaces de fermeture ? Ils ont dit : «pour nous, c'est la crise du tonnage !» C'est ainsi que les ouvriers ont délibérément baissé la production pendant trois semaines.

Le patron, pendant les grèves, donnait des pri-

faut discuter, faire s'exprimer toutes les idées, pour mieux combattre les idées fausses. Et cela, très largement, avec les non syndiqués, avec les syndiqués CFDT». Ils ont sorti un bulletin d'information qu'ils diffusaient aussi aux

vailleurs d'autres usines du groupe.

Bien sûr, cette unification a besoin d'un mot d'ordre. Ce qu'ils proposent, pour faire payer la crise aux patrons, c'est la réduction des cadences et



vailleurs, le reste des employés, environ 400, travaillant dans des services administratifs. Les deux secteurs sont bien séparés.

Au département 33 (production) le travail consiste en déchargement et chargement de camions, et mélange de différents produits qui rentrent dans la composition des aliments pour bétail : cuivre, zinc, farine...

Il y a quelques jours, le patron de Sanders Bourgogne entrainait au CE du CNPF. Rien d'étonnant, quand on connaît la maison. Il y a deux ans, le patron de Juvisy régnait en maître. Des conditions de travail effrayantes : «on n'avait pas le temps de souffler, chaque travailleur avait plusieurs chefs sur le dos. Avec les produits qu'on manipule, le zinc, le soufre, le fuxorome... il n'y avait pas d'aspiration, de ventilation. On travaillait sans masque, sans chaussures de sécurité. Pas de chauffage. Il fallait faire plus d'un quart d'heure de marche à pied pour venir de la gare... Le patron encourageait les démissions : «si tu n'es pas content, la porte est grande ouverte». Au bout d'un mois de maladie, c'était le licen-

tous les «risques» sur l'éleveur. Que les bêtes tombent malades ou meurent, que la quantité de farine dépasse les prévisions, que les cours de la viande soient bas au moment de la vente, Sanders n'en tient pas compte. C'est l'éleveur qui paiera le déficit. Après des mois de travail, il peut se retrouver avec, pour tout salaire, des dettes !

Quant à Sanders, il s'assure ainsi des marchés stables pour ses produits. Le seul souci, c'est de veiller à ce que les «dettes» des éleveurs ne soient pas supérieures à la valeur de la ferme, car même si l'éleveur s'endette de plus en plus, Sanders pousse le processus jusqu'au bout, jusqu'à la liquidation de la ferme du paysan. Certains ont ainsi accumulé plusieurs dizaines de millions de francs, et ont du vendre pour «rembourser».

L'intégration, que les paysans pauvres subissent par nécessité dans la mesure où ils peuvent acheter eux-mêmes le bétail, les endette toujours plus. Elle est un des facteurs d'appauvrissement de la paysannerie moyenne, et de prolétarianisation des paysans pauvres.



mes à ceux qui n'avait pas débrayé, les chefs tentaient de prendre la place des grévistes. Comment l'empêcher ? Avec les non grévistes, ils ont discuté, pour leur faire comprendre qu'ils n'avaient pas à les remplacer. Ils ont eux-mêmes cessé de se rassembler à la cantine en cas de débrayage, ils restent à leur poste. «A chaque fois qu'une contradiction apparaît, même sur un point qui peut sembler mineur, il

employés (où la section est peu implantée). Contre l'isolement des luttes, ils ont pris contact avec les travailleurs des boîtes du coin : Massey Ferguson, Supémecc. Pas de grève, de mouvement, qui ne doit être connu de tous, soutenu. Contre les limites d'une lutte à l'échelle d'une seule boîte du trust, qui n'empêche pas le patron de sortir la production ailleurs, ils ont aussi pris contact avec les tra-

des horaires, l'embauche des chômeurs.

Enfin, comme les paysans qui prennent conscience de plus en plus, de la nécessaire alliance avec les ouvriers, les travailleurs de Sanders/Juvisy, eux veulent tisser des liens avec les paysans, en lutte contre le même ennemi, populariser les luttes paysannes dans la classe ouvrière.

POLITIQUE

Tribune de «L'Humanité» sur le 22^e Congrès

Des "défenseurs" de la dictature du prolétariat d'un genre très particulier

Une querelle soulève actuellement des vagues - bien timides, il est vrai - dans la tribune de discussion de l'Humanité, à propos de l'abandon de la notion de dictature du prolétariat. Nous avons largement expliqué ce qu'il faut penser de cet abandon, exposé par Marchais à la télévision (voir QdP de Samedi 17 et Mercredi 21 janvier.). Mais, jeudi, c'est Balibar qui, dans l'Humanité, part en guerre contre l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat. Et vendredi, Besse, du bureau politique du PCF, lui répond.

LES «INTELLECTUELS A RINCIPES»

Balibar fait partie d'un lan d'intellectuels du CF, regroupés de longue date autour d'Althusser, ui se consacrent à une discussion des principes, ans les nuages, sans remettre en cause la pratique du PCF. Ils nient l'existence du révisionnisme. Et, depuis le XX^e congrès du Parti soviétique (CUS), ils ont, en vain, tenté d'opposer une ligne radicale entre les révisionnistes d'une part, et les défenseurs du marxisme-léninisme. Ils cherchent la voie de conciliation entre le révisionnisme et celui de Khrouchchev, puis de ses successeurs, celui du PCF - et le marxisme-léninisme authentique, tel qu'il est pratiqué, tel qu'il a été défendu, entre autres, par les camarades chinois et allemands. Ainsi, Althusser, à prix de contorsions

théoriques inouïes, a prétendu, un temps, se servir de Mao Tsé-toung, s'en réclamer, tout en restant au PCF, qui cherchait par tout les moyens à le dénigrer.

Le fait que l'Humanité publie les critiques de Balibar montre à l'évidence combien l'abandon ouvert de cette référence - bien que formelle - au marxisme-léninisme, ne va pas sans mal. Un militant du PCF, parlait, à ce sujet, dans le dernier France-Nouvelle de l'abandon « d'un des derniers lambeaux de notre habit léniniste ». Mais, ce qu'il faut bien saisir, c'est qu'il ne s'agit pas, au sein du PCF, d'une opposition révolutionnaire, anti-révisionniste : les Balibar qui font mine aujourd'hui de crier, ont, dans la pratique, entériné toutes les trahisons du PCF. Le même Balibar publiait en octobre 74 une tribune dans France Nouvelle, où, sous une formule

critique, il se rangeait entièrement à la ligne officielle de «l'union du peuple de France», disant, par exemple, son accord avec «l'idée fondamentale que Georges Marchais explicite dans son intervention : nous n'assignons aucune limite à l'union. Cette idée est profondément juste ». Alors, la critique de Balibar est essentiellement formelle : il ne lui sied pas qu'on abandonne une référence à Lénine, mais il se fiche de la pratique.

La dictature du prolétariat a d'ailleurs, pour lui, un sens tout à fait révélateur : il s'agit de « formes de lutte de masse, largement démocratiques, qui réalisent effectivement la dictature du prolétariat, l'union de combat des travailleurs et du peuple ». C'est-à-dire, sous une autre variante, l'union du peuple de France que préconisent Marchais et autres.

La critique de Balibar est donc parfaitement digeste pour le bureau politique du PCF : mieux, elle fait croire à une possibilité illusoire de réformer le PCF de l'intérieur ; elle attire, sous couvert de fidélité apparente au marxisme-léninisme, les intellectuels soucieux de la phrase.

LA RÉPONSE DE BESSE

Quant à la réponse de Besse, elle esquivait toutes les critiques. Il est à son aise pour répondre à Balibar qui ne remet pas en cause une virgule de l'action réelle du PCF. Il se contente alors d'égrèner les litanies habituelles sans les démontrer : « la bourgeoisie sera isolée, le suffrage universel est une garantie, l'Etat a changé, il y aura un processus de démocratisation », pour aboutir à la conclusion que la dictature du prolétariat «retarde sur la vie».

Les vraies questions sont ailleurs, et Balibar se garde bien de les poser : pourquoi essaie-t-il de noyer la classe ouvrière dans un océan d'alliances avec les PME, les gaullistes, les cadres, où celle-ci n'a pas la direction, mais sert de masse de manœuvre ? Pourquoi le PCF veut-il un capitalisme réformé par quelques nationalisations ? Alors le débat est sans enjeu : comme le disait dans France Nouvelle un militant «Marchais a parlé à la télévision ; qui osera maintenant aller contre ? ». La ligne révisionniste sera maintenue, au-delà des débats apparents.

CONFÉRENCE DES PARTIS SOCIALISTES D'EUROPE DU SUD



Justifier leur tactique en rassurant les USA. Aujourd'hui et demain se tient à Paris, une conférence des partis socialistes d'Europe du sud (France, Italie, Portugal, Espagne, et Belgique). Quatre thèmes seront abordés : la place de l'Europe du sud dans la politique mondiale, le socialisme européen face à la crise du capitalisme, la défense et le renforcement de la démocratie en Europe par le socialisme, et la coordination de l'action entre les différentes forces de gauche en Europe.

Cette rencontre se tient une semaine après la réunion d'Elseleur des partis socialistes de la communauté européenne où le parti de Mitterrand s'est trouvé mis en accusation en particulier par son collègue Schmidt, chef du gouvernement de la RFA, à cause de son alliance avec le PCF. En Europe du Nord, les partis socialistes sont au pouvoir dans

des pays alliés économiquement et politiquement à l'impérialisme américain, et ils n'ont aucun besoin d'alliance avec des partis révisionnistes très faibles. Les partis socialistes qui se réunissent à Paris, au contraire, et en particulier en France, doivent utiliser une alliance avec les partis révisionnistes, pour se hisser au pouvoir. La réunion de Paris aura donc pour fonction de renforcer, de justifier la tactique d'un parti comme celui de Mitterrand.

Par l'intermédiaire des PS nordiques en effet, l'impérialisme US exerce des pressions sur les PS du sud, qui expriment ses craintes d'un renforcement de l'influence, en Europe, de l'Union soviétique au cas où les coalitions PS-PC parviendraient au pouvoir. La réunion de Paris devra donc également rassurer les USA, comme l'a fait récemment Mitterrand en se rendant aux États-Unis, les assurant de sa «vigilance».

QUESTIONS SYNDICALES

Ouverture du conseil national de la CFDT

COLMATER LES BRÈCHES AVANT LE CONGRÈS DE MAI

Le Conseil National de la CFDT rassemble chaque trimestre les responsables syndicaux des Fédérations Professionnelles et des Unions Régionales Interprofessionnelles (URI) avec la Commission Exécutive et le Bureau National (organes dirigeants dans l'intervalle de deux Conseils Nationaux), autour d'un thème destiné à «orienter» l'action des organisations confédérées pour les mois à venir...

Celui qui se tient en ce moment (22 - 23 - 24 janvier) a pour tâche la discussion d'un rapport de Michel Rolant : «la crise, la répression et l'action syndicale».

Document dicté par les circonstances (les attaques de la bourgeoisie contre les soldats, les syndicalistes, notamment CFDT, et les luttes ouvrières, dans la dernière période), ce rapport a renvoyé au second plan (pour une «réflexion interne», soi-disant «déjà entamée») les problèmes de luttes sur l'emploi et l'appréciation du «nouvel ordre économique international».

Rapidement, le rapport Rolant évoque la crise et ses implications pour les travailleurs, les conséquences des restructurations. Au point de néralité où se situe le texte, n'est pas ça qui va édifier les syndiqués sur la conduite à tenir : aucun exemple ni un enseignement ne sont tirés des luttes de la fin 75. Les points concrets retenus la situation : la «vaste treprise de division des valeurs» (qui joue sur le image partiel, les contractions chômeurs et ac...) et le problème de la récession, d'une «stratégie d'ouvrière et anti-syndicale de la bourgeoisie».

L'ECHO DES DISCUSSIONS D'OCTOBRE 75

Tout le reste du texte est un bilan, des agressions récentes du pouvoir et de la réplique des syndicats, de l'Union de la Gauche, à discuter sur plusieurs points ! Mais ces critiques ne sont guère poussées avant, et pour cause : le gros problème de ce Conseil de Janvier va justement être de savoir s'il faut ou non, malgré tout, «recoller morceaux» accepter ou non que soit rendue «plus difficile, l'Union des Forces Populaires»...

Tirant argument de l'atta-

que contre elle (sous couvert de «démoralisation de l'armée») et de la répression contre ses mandatés, la direction CFDT tente de se présenter de ce fait comme «la seule alternative crédible et mobilisatrice à la crise du système». Le rappel des coups portés à la Confédération, et aux travailleurs qu'elle rassemble, ne suffit pas à étayer cette affirmation.

D'autant qu'on voit bien le souci auquel elle répond : c'est la réponse aux sévères interrogations du Conseil National d'Octobre ! A l'époque Lesire Ogrel reconnaissait même : «la gauche n'est plus crédible». Aujourd'hui, Rolant prétend que c'est la force principale sur le terrain y compris vis à vis du courant autogestionnaire, et donc du PS, dont de nombreuses fédérations CFDT, (même largement influencées par la social-démocratie) n'ont pas apprécié les tergiversations pour le soutien aux emprisonnés...

E. MAIRE AVAIT ANNONCÉ LA COULEUR !

Dans l'«Unité» (l'hebdo du PS), le secrétaire général de la confédération n'avait pas



Maigrat, responsable CFDT, promu au ministère de Stolér. C'est bien ennuyeux pour les représentants du Conseil National qui n'en ont pas encore discuté...

hésité à donner le ton, à la veille de ce Conseil.

Pour lui, malgré le lâchage des emprisonnés par les gens du Programme Commun, les insultes des révisionnistes du P«C»F aux soldats poursuivis et les coups échangés dans les manifestations du 18/12 entre le P«C»F et de nombreux militants CFDT (et même parfois CGT), «véritablement il est indispensable que l'unité se renforce», et... à tout prix, semble-t-il !

Déjà Maire avait montré nettement jusqu'où il pouvait mener la CFDT sur le terrain des concessions destinées à sauvegarder l'Union des Forces Populaires, en se prononçant pour une défense sélective des emprisonnés (dans

sa conférence de presse du 9 janvier). Depuis, à Lyon, à Dijon, à Lille et maintenant à Orléans, la «chasse aux sorcières» est lancée : ceux des permanents qui sont sur la ligne de la majorité du Bureau National descendent dans les Unions Locales («faire le ménage»), cherchent à en chasser les syndicalistes révolutionnaires... avant le 37^e Congrès qui s'approche (mai 76) et où la direction confédérale en place devra rendre des comptes !

Maintenant, voilà que, dialoguant avec le PS, Maire offre en gage la perspective d'une transformation des luttes... dans le sens de les rendre «raisonnables», compatibles avec «l'amélioration de la crédibilité de l'Union des Forces Populaires». C'est ce que signifie sa volonté, affirmée dans l'«unité», de choisir désormais des thèmes «largement ressentis» et des «revendications négociables et accessibles».

FAIRE ÉCHEC AUX NOUVELLES MANŒUVRES SOCIAL-DÉMOCRATES !

C'est un des enjeux de ce Conseil d'avant Congrès que de repousser les assauts que

les forces du PS et du CERES (ou qui gravitent dans leurs eaux) vont pousser contre «les partis, groupes, journaux qui veulent utiliser la CFDT comme support de leur stratégie».

Une Commission doit même examiner tout cela, sous prétexte de répondre à la très réelle interrogation des militants sur «la circulation de l'information à l'intérieur de la CFDT» ! Ce que recherchent les sociaux-démocrates dans la Confédération, c'est une revanche arrachée dans les couloirs, s'il le faut, contre le désaveu de masse donné dans la rue par les travailleurs à l'Union de la Gauche sur le terrain des libertés démocratiques en décembre dernier...

Les syndicalistes révolutionnaires, en engageant le véritable débat sur le bilan des luttes de la fin 75, en exigeant des comptes sur la défense des emprisonnés, s'attacheront à briser cette contre-offensive réactionnaire au sein de la CFDT. C'est à ce prix aussi que pourra s'engager la préparation du 37^e congrès. Nous y reviendrons prochainement.

Stéphane RAYNAL

ENQUETE

MOON OU LES PROPHETIES DE LA C.I.A

UN REPORTAGE DE CLAUDE VILLARD

Le passé de Moon ne peut que faire frémir. Né en 1920, en Corée, il se retrouve à la libération du pays au Nord.

Pro-américain, il passera dès que possible dans le camp des impérialistes. C'est en 1950 qu'il organise sa première secte. Jusqu'en 1970, la religion servira à couvrir ses activités de proxénète avec des étudiantes, et même des religieuses ! Il quitte le proxénétisme en 71 pour une raison bien précise. Il est aux U.S.A. La C.I.A. lui demande de réactiver sa secte, mais dans un autre but. Le 16 janvier à Seoul, en 1975, marquera le point fort de ce travail. Argent à volonté, appuis politiques, tout lui est fourni pour réussir à réactiver l'anti-communisme.

Devant des centaines de milliers de personnes, il tient des meetings, n'a de cesse de réarranger sa « bible », de maquiller sa propre histoire et de déclarer « la guerre au communisme mondial ». En Algérie, au Liban, en Côte-d'Ivoire, au Mali et en Europe, ses instructeurs recrutent. Lorsqu'en 1974 les moonistes débarquent en France ils n'ont rien. Trois mois plus tard, plusieurs châteaux sont achetés, des villas louées. Aux U.S.A., c'est Watergate, les moonistes défilent aux cris de Dieu aime Nixon. Le fatras religieux ne dépasse pas le stade de vernis. Dans ses propres discours, Moon ne cache pas ses intentions : tout ce qui est communiste doit être combattu, et tous les moyens sont bons, surtout

l'intervention américaine. Mais si Moon ne fait pas de doute quant à sa nature, qu'en est-il des jeunes qu'il a recrutés en France. Ils seraient 400. Ce sont devenus des robots qui pensent comme Moon, disent leurs parents. Comment s'y est-il pris ? Le témoignage de ce lecteur du Quotidien du Peuple, qui a passé 14 jours au Château de Vaucresson donne de précieux renseignements quant au matraquage que les jeunes subissent dans les fameux « trining ». Pour le reste, il faut savoir que les moonistes ont l'habitude d'aborder leurs victimes en leur demandant : « Etes-vous heureux dans notre société ? ». Dieu, une solution ? C'est ce qu'ils se demandent en participant aux premiers week-ends de Moon.

J'AI PASSÉ QUATORZE JOURS AU CHÂTEAU DE VAUCRESSON

un lecteur témoigne

C'est le 16 octobre que j'ai découvert « cette famille ». Car c'est ainsi qu'on la présente, l'étais invité pour une soirée rue des Ursulines, à la villa Aublet. Arrivé là-bas, il y avait beaucoup d'autres jeunes qui avaient tous été contactés pendant la semaine. On nous projette des films sur les activités de la « famille » au château de Vaucresson, du sport, du théâtre, les repas ; bref, de quoi nous décider à justement aller y passer un week-end. A minuit, nous y partons. A cause de la nuit, nous ne sûmes jamais par où nous sommes passés. A l'arrivée, et pour débiter ce « trining » (c'est ainsi que la secte intitule ses séances pour les nouveaux) on nous fit boire un chocolat. L'accueil était souriant mais à la fois il y avait, de la part des disciples de Moon, une certaine méfiance. Suit alors l'énoncé des règles à observer au château : tout d'abord payer 30 francs pour les frais et ensuite interdiction de fumer, de dormir à l'extérieur et de boire d'alcool. Après cela, on nous envoya au lit. Chacun à sa place. En me couchant, j'ai remarqué alors combien les nationalités, les

races étaient diverses. Certains venaient d'Allemagne, de Pologne, d'Espagne, d'autres du Liban et d'Afrique noire. Au matin, je suis réveillé par des chants religieux ; dans tous les murs, des haut-parleurs sont fixés. Déjeuner et puis les séances de travail commencent. En premier, des cours sur la philosophie idéaliste pour la connaissance de Dieu, la création, le bien et le mal jusqu'au moment où l'on aborde alors des questions moins abstraites. Notre instructeur se lance dans une véritable apologie de l'impérialisme U.S. qui porte tant sur la politique intérieure qu'extérieure. L'assistance n'est pas d'accord et cela se sent ; mais il enchaîne et se met à parler de la Corée du Sud. Son propos s'élabore lentement ; partant de la beauté du paysage, il passe ensuite à sa politique, sa culture, pour établir un parallèle avec Israël. « Mais Jésus ne pourrait revenir sur terre en passant par Israël, dit-il, les Juifs ont raté leur chance, c'est donc de Corée que Jésus peut venir... ». Et le Jésus coréen, c'est bien évidemment Moon. Il pose alors une alternative : soit Moon, le nou-

veau dieu, réussit à ramener la terre à la raison, soit, c'est le communisme qui triomphe. L'échéance, 1980. En reprenant un historique « des crimes communistes » depuis 1917, sa haine se déchaîne. « Il faut lutter et empêcher le communisme, sinon, en 1980, c'est la fin du monde... ». Ce sont ses derniers mots ; le cours est terminé. Pendant quatorze jours les discours de ce genre n'ont eu de cesse de se répéter. Et dans les moments de « détente », les moonistes qui vivaient au château prenaient en relais le matraquage idéologique. Il m'a été impossible de parler avec un nouveau comme moi sans qu'un mooniste ne se précipite pour intervenir. Au repas, au repos, aux jeux, sans cesse l'anti-communisme. Ce qui est « remarquable », c'est que pour convaincre, nos chaperons cherchaient ce qui, chez chacun, était particulier, quelles pouvaient être ses failles. Il y a beaucoup à dire sur les méthodes que la secte Moon emploie pour mettre à sa botte les jeunes qu'elle a attirés. Il y a, bien sûr, en premier lieu, le matraquage, comme on l'a vu, mais aussi l'isolement, une rupture imposée par l'interdiction de sortir de l'enceinte du châ-

teau, par la nécessité de quitter sa fiancée, de rompre avec la famille et puis, les films psychologiques projetés à « la maison blanche ». Er fait, la pression exercée est telle qu'il s'ensuit une peur réelle de quitter la secte. Et autre chose encore : la secte possède un produit qui vient de Corée et à qui elle prête un pouvoir religieux. En fait rapidement, durant mon séjour là-bas, je pris la décision de diluer les denrées que l'on nous servait ou je refusais discrètement les boissons multiples dont on nous gratifiait la journée car, il me semblait que le produit « magique » n'était autre chose que de la drogue. Cela reste, bien sûr, à confirmer. Moor veut briser la personnalité des jeunes qu'il attrapent pour les asservir complètement. Quand les parents s'inquiètent, et bien on déplace le jeune dans un autre pays. Moi, au bout de quatorze jours je suis parti ; je suis en fait un rescapé. J'ai vu des jeunes abandonner leur travail, tout ce qui était leur vie, pour pouvoir rester au château. Moi, je suis parti, d'autres peuvent le faire. Il faut se mobiliser contre Moon et ses plans car c'est toute une jeunesse qu'il brise, tout cela pour son but impérialiste.



Il y a deux jours, l'affaire MOON connaissait un nouveau rebondissement. Une bombe placée à la villa Amblet à Paris, blessait grièvement un disciple de Moon. Nul ne saurait dire d'où vient cet acte criminel. Par contre, les dirigeants de la secte ne manquent pas, eux, d'accuser « le communisme international » sous toutes ses formes, que ce soit les parents organisés pour lutter contre les ravages de Moon en France, la presse qui a mis en cause, les buts et les moyens de subsistance de l'organisation. Si ces dirigeants estiment qu'on leur fait beaucoup de publicité et s'en réjouissent apparemment, il n'en demeure pas moins que dans beaucoup de centres parisiens et régionaux de l'A.U.C.M. (Association pour l'Unification du Christianisme Mondial), le téléphone ne répond plus et que l'on serait en train de déménager. Comme en atteste l'attitude de ces travailleurs lyonnais qui ont décidé d'avertir les jeunes des dangers de la secte Moon, les innombrables témoignages accablants qui livrent dans la presse des victimes de Moon, les agissements de ce dernier, rencontrent dans notre pays une opposition farouche, farouche sauf peut-être en ce qui concerne la bourgeoisie et l'Etat qui, empressé aujourd'hui à respecter la légalité, se garde bien de tenter quoi que ce soit contre les moonistes. Serait-ce leur anti-communisme qui les rend si intouchables ?

« n'y allez pas, c'est pour Moon qu'il travaille »

Mardi 9 h 30, boulevard de Bretteau à Lyon. J'arrive à hauteur de l'hôtel particulier que Moon vient de louer. Un homme s'approche et m'interpelle. « Je m'excuse, je parle mal le français, je suis italien ». Il me demande si je crois en Dieu, je réponds que non. « Ça ne fait rien, venez quand même, une conférence sur l'unification du christianisme mondial commence à 10h et vous passerez la journée avec nous ». C'est alors que 5 travailleurs d'un entrepôt voisin se précipitent. « Ne vous laissez pas faire, ils font le coup à tous les jeunes, méfiez-vous, vous n'avez pas entendu parler de l'histoire de St Germain ? C'est pour Moon qu'ils travaillent ! ».

pliquent « on ne la laissera pas rentrer avec vous, on a marre de votre manège, il y a déjà plusieurs jeunes du quartier qui ont disparus ». Le disciple de Moon lâche son injure. « Vous êtes communistes, alors ! » C'est sa seule réponse. Devant la détermination des 5 ouvriers, il abandonne. Je les accompagne jusqu'à l'entrepôt où ils travaillent. « Maintenant quand on voit qu'ils accostent un jeune, on a vite fait d'intervenir, on ne peut pas laisser faire ça. La religion, c'est la façade, c'est un prétexte, il y a des histoires politiques là-dessous. Ces gens-là, ce sont des fascistes, une fois qu'on est dans leurs pattes, on en sort plus et ce qui les aide, c'est le dégoût de tout qu'il y a chez certains jeunes aujourd'hui. Chez les jeunes aussi qui n'ont pas de travail ».

Le disciple de Moon fait un pas en direction de la maison en m'invitant de nouveau, les travailleurs ré-

Corr. Lyon



les enseignements de Jehovah

Que pense Jehovah et ses « Témoins » du chômage ? Leur journal d'août l'explique à raison de 9 200 000 exécutés et dans 31 langues. Le chômage serait la faute des hommes en général.

Les chômeurs n'ont qu'à être polis, persévérants dans la recherche d'un emploi, accepter n'importe quoi ; de toute façon l'apôtre Paul a dit : « Si donc nous avons nourriture et vêtement, nous nous contenterons de cela ». Bref, les chômeurs n'ont qu'à se résigner, quand ils seront morts Jehovah leur fera une fleur ! Alors, pourquoi donc

rejoindre les rangs des comités de lutte contre le chômage et engager la lutte, il ne faut surtout pas. Jehovah n'apprécierait pas et il se fâcherait tout rouge, comme Giscard !

Dans ce même numéro, on apprend aussi que si un homme bat sa femme, celle-ci doit se taire. En effet, Dieu a

dit à la femme : « Ton désir sera vers ton mari et lui il te dominera », alors pourquoi engager la lutte pour la libération de la femme, ça ne plairait pas à Dieu, ni à Giscard !

Le dernier numéro de septembre est aussi plein d'enseignements. D'abord, les travailleurs doivent comprendre que l'inflation « naît du désir des gens d'accumuler à l'excès des biens matériels » et que Mathieu a dit : « Cessez de vous inquiéter de ce

que vous mangez et de ce que vous boirez, ou pour votre corps de quoi vous serez vêtus. Continuez donc à chercher d'abord le royaume de Sa justice et toutes ces autres choses vous seront ajoutées ». Quand on sera mort sans doute, mais en attendant ? Et bien : « n'est-il pas vrai que des chômeurs demeurent dans cet état parce qu'ils se refusent à travailler pour un salaire inférieur à celui qu'ils percevaient précédemment. N'est-il pas plus raisonnable de réduire son train de vie plutôt que de s'obstiner et de rester au chômage ? ». Et voilà, le tour est joué, il suffit d'ajouter que c'est « celui qui aura enduré jusqu'à la fin qui sera sauvé » et tout le monde aura compris le beau message des témoins de la C.I.A. : courbez l'échine sans vous révolter, acceptez chômage et les conseils des patrons, fuyez la lutte comme le diable, c'est Dieu qui l'a dit... et Giscard ! Au fait, Giscard et Jehovah ne feraient-ils pas un seul et même homme ?

POLITIQUE

22^e CONGRÈS DU P«C»F : LE PROJET RÉVISIONNISTE

REVOLUTION SOCIALISTE

OU RENFORCEMENT DU CAPITALISME D'ETAT

Que les révisionnistes du P«C»F s'opposent farouchement à la Révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat et ne visent nullement à détruire de fond en comble l'édifice de la sécurité de la bourgeoisie signifie-t-il qu'ils n'ont pour but que de parvenir au gouvernement bourgeois et de «gérer loyalement» les affaires de la classe bourgeoise telle qu'elle est constituée actuellement ?

L'ambition du P«C»F est-elle simplement l'obtention

de quelques sinécures ministérielles ou de strapontins parlementaires que la classe capitaliste leur concéderait pour mieux duper les travailleurs ?

En fait les prétentions du P«C»F sont beaucoup plus amples : il s'agit de se hisser au pouvoir pour intaquer un capitalisme d'Etat, et partant, élargir à son profit, et au profit des couches avec lesquelles il cherche à s'allier (ingénieurs, techniciens, cadres, etc...) les contours de la classe capitaliste.



Renault en lutte : nationalisé ou pas, à Renault, c'est par la lutte que nous imposerons nos revendications.

Les nationalisations du P«C»F: du socialisme?..

Car une chose importante qui distingue les propositions du P«C»F de celles des autres partis bourgeois, c'est un vaste programme de nationalisations touchant les monopoles de l'industrie et du commerce, les trusts, les banques d'affaires, etc...

En effet, limité dans un premier temps durant la phase d'application du «programme commun» (du fait essentiellement des réticences du PS qui a un projet de société capitaliste pas sensiblement différent des partis bourgeois au pouvoir) le nombre des nationalisations devrait, selon les révisionnistes, croître progressivement jusqu'à englober l'ensemble des secteurs clés, des grands moyens de production (c'est-à-dire l'essentiel de l'économie), marquant ainsi le passage «au socialisme».

Les nationalisations, du fait de leur ampleur, auraient-elles une valeur socialiste, signifierait-elle le socialisme ?

C'est ce que laissent entendre les révisionnistes aux travailleurs qui se montrent susceptibles au vu des trusts comme Renault, les charbonnages, les PTT, entreprises publiques qui fonctionnent comme n'importe quelle autre entreprise selon des normes capitalistes et où règne comme partout ailleurs l'exploitation, les cadences, la répression patronale, les licenciements, etc... Les nationalisations actuelles, prétend le P«C»F,

ne peuvent être réellement au service des travailleurs car :

- ce sont les partis de droite qui sont au gouvernement
- les entreprises nationalisées restent soumises à la logique d'ensemble de l'économie dominée par le secteur privé.

Lorsque nous (car la démocratie proposée par les révisionnistes aux travailleurs a toujours cette caractéristique qu'elle doit s'exprimer



La «gestion démocratique» : plus de commissariats dans les municipalités révisionnistes.

mer à travers eux-mêmes) serons au gouvernement et lorsque les nationalisations auront dépassé le «seuil minimum» qui assurera la prépondérance du secteur public sur le secteur privé, alors, disent les révisionnistes, l'économie ne sera plus soumise à des buts égoïstes et pourra être mise au service de la satisfaction des besoins des masses.

que changer les formes de l'oppression et de l'exploitation capitaliste, mais non le contenu.

Non seulement l'appareil d'Etat bourgeois sera pour l'essentiel maintenu, mais de plus, le P«C»F n'entend nullement toucher aux rapports capitalistes de l'entreprise : maintien de la hiérarchie, expression du pouvoir de quelques uns et source de divisions et de concurrence pour les travail-

leurs ; maintien de la cohorte de cadres et de chefs qui n'ont pour raison d'être que la perpétuation de l'exploitation capitaliste et son renforcement ; maintien de la division entre travail manuel et intellectuel qui entretient les travailleurs dans l'ignorance et la soumission.

Au demeurant, ce qui intéresse le P«C»F dans son projet de nationalisation, ce n'est pas les travailleurs et l'exploitation qu'ils subissent aujourd'hui.

Fondamentalement, ce qu'ils remettent en cause dans la gestion de l'économie actuelle, c'est ce qu'ils appellent le gaspillage des capitaux et des hommes, le manque de rationalité des choix économiques, la déperdition des fonds d'Etat, etc... et partant, le manque de compétitivité de «notre» économie sur le plan mondial, vis-à-vis des autres concurrents impérialistes.

Les révisionnistes placent d'emblée leur proposition de nationalisation dans le cadre

des rapports impérialistes mondiaux. Ils s'extasient devant l'actuelle expansion d'une entreprise comme Renault qui a implanté des entreprises dans plusieurs pays d'Amérique Latine et d'Europe. Ce qu'ils souhaitent avec les nationalisations c'est une économie impérialiste plus efficace, où seraient supprimés «les abus les plus nocifs» de la concurrence entre groupes monopolistes d'Etat français pour mieux s'imposer sur le marché européen et mondial.

Autant dire que ce qu'ont en vue tout particulièrement les révisionnistes en matière de gestion des entreprises nationalisées, c'est «l'efficacité», la «productivité», la «rationalisation», le «compétitivité», objectifs qui impliquent nécessairement de maintenir et de renforcer les rapports de classe dans les entreprises et de donner une place de choix dans leurs directions aux ingénieurs et cadres, considérés comme les dépositaires de la science et les garants d'une gestion efficace.

Derrière la gestion démocratique...

Les révisionnistes du P«C»F pour abuser les travailleurs mettent notamment en avant une prétendue «gestion démocratique» des entreprises nationalisées.

Qu'entendent-ils par là ? Le point clé de cette «gestion démocratique», ce sont les comités d'établissement et d'entreprises. «Sans se confondre avec les structures normales de direction, ils disposeront de pouvoirs d'intervention et de contrôle en matière de gestion d'entreprise, de pouvoirs de décisions pour tout ce qui concerne l'organisation du travail, les conditions d'hygiène et de sécurité».

Et de quoi seront formés ces comités ? «De salariés élus sur présentations des syndicats et de représentants des directions».

Les instances de directions dont on se garde bien de préciser d'où elles émanent seront placées non pas sous le contrôle direct de l'ensemble des travailleurs, mais sous celui d'organismes composés... de représentants de cette même direction, et de représentants de syndicats dont la direction est tenue en main par les révisionnistes (ou réformistes) !

C'est pour le moins un contrôle en cercle fermé !

... une nouvelle bourgeoisie

Le pouvoir effectif, le pouvoir de décision ne sortira pas d'un cénacle formé des membres de l'appareil politique et syndical des révisionnistes ; de hauts fonctionnaires d'Etat ; d'ingénieurs et de cadres, objet de sollicitude des révisionnistes qui promettent de revaloriser leur rôle (c'est-à-dire, d'en faire accéder une partie au pouvoir de décisions). Avec les nationalisations «démocratiques», les travailleurs continueront à être dépossédés du pouvoir et n'auront droit qu'à acquiescer à leur propre exploitation.

Par contre, pour les révisionnistes, ces nationalisations leur permettraient de se tailler une place confortable dans la direction des plus grosses entreprises, au lieu et place des anciens capitalistes, de propulser, dans les nouvelles instances dirigeantes et dans les comités d'entreprises aux pouvoirs élargis, toute une partie de leur appareil, ainsi qu'une partie des cadres et ingénieurs favorables à leurs vues, bref, de s'ériger en nouveaux bourgeois.

Les révisionnistes parlent beaucoup d'assurer le rôle dirigeant des travailleurs dans les entreprises nationalisées.

Mais au vu de ce qui se passe en Union Soviétique, au vu de la manière dont les révisionnistes se comportent vis-à-vis de toute expression de la démocratie prolétarienne

(par exemple vis-à-vis des comités de grèves que les travailleurs mettent en place pour conduire eux-mêmes leurs luttes), au vu du fonctionnement des municipalités tenues par le P«C»F, transformées en mafia pour leurs affiliés, beaucoup de travailleurs sentent que les révisionnistes n'ont nullement pour objectif d'assurer un quelconque rôle dirigeant à la classe ouvrière, mais de se pousser eux-mêmes au rôle de dirigeant, pour leur propre compte.

le P«C»F un parti bourgeois nouveau

Le P«C»F n'est pas un parti bourgeois ordinaire, au sens où il serait une simple excroissance, une expression de la bourgeoisie en place, un de ses portes-parole.

C'est un parti qui est devenu bourgeois. Un parti qui représentait la classe ouvrière et ses intérêts et qui a dégénéré sous l'influence de la corruption matérielle et idéologique de l'impérialisme.

Compte tenu de sa nature spécifique - représentant bourgeois de couches écartées du pouvoir - et de sa force relative (force de son appareil, nombre de «militants» etc...) qu'il tire de son passé prolétarien, le P«C»F peut espérer, profiter d'une situation favorable de la lutte de classe et, sur l'échine des travailleurs, se hisser au pouvoir pour se transformer massivement en une nouvelle bourgeoisie, réellement détentrice d'une partie tout au moins du pouvoir et des moyens de production.

L'ambition du P«C»F, à l'image de leurs compères portugais, est d'investir une partie de l'appareil d'Etat, de s'infiltrer massivement afin de dominer dans certains secteurs de l'enseignement, de l'information, de la culture où ils sont déjà présents ; d'acquiescer plus de poids, par une «réforme» de l'armée et de la police dans un corps répressif de l'Etat bourgeois de mettre la main, en totalité ou en partie sur les secteurs de l'économie.

Un tel projet rentre évidemment en concurrence avec les intérêts de nombreuses couches de la bourgeoisie déjà en place, qui se trouveraient ainsi évincées, ou reléguées au second plan.

Ces contradictions n'ont rien à voir avec une quelconque opposition entre un projet capitaliste et un projet socialiste. Elles expriment tout simplement une rivalité d'intérêts bourgeois entre une bourgeoisie déjà installée et une qui aspire, tout au moins en partie, à la remplacer.

Julien ESTÈVE

L'ÉVÈNEMENT

Liban

LE DOSSIER DU CONFLIT

Yorna EL-KHALIL



Depuis le début de janvier, les événements se déroulent à une grande vitesse. Les combats s'intensifient et les Phalanges et leurs alliés attaquent directement les camps palestiniens.

Après le blocus de Tell el-Zaatar et Jisr al Bacha, le camp de Dbayé a été occupé. Ensuite c'est le massacre de la population de la Quarantaine par les forces réactionnaires aidées par certaines unités de l'armée, après un accord de cessez-le-feu.

Mais les réactionnaires ne se sont pas arrêtés là : ils ont fait courir des bruits, par l'intermédiaire de Chamoun,

sur une intervention de l'A.L.P. (Armée de Libération de la Palestine) venue de Syrie, et même une intervention de l'armée syrienne, au Liban. Que visent-ils ? Quand on sait que les sionistes ont menacé d'intervenir au Liban si la Syrie intervient, on comprend la signification des déclarations de Chamoun : un appel aux sionistes ; et «les Gardiens du Cèdre» eux, menacent de demander directement l'aide d'Israël.

Pour éviter cette intervention, la Syrie a proposé, encore une fois, un plan de cessez-le-feu. Mais les forces de droite vont-elles l'accepter ?

Les combats du Liban opposent, non pas des confessions, mais des milices appartenant à des courants politiques

LES FORCES DE DROITE

LES FORCES DE GAUCHE

LA PRESENCE PALESTINIENNE AU LIBAN

Les forces réactionnaires cherchent par leurs combats, à liquider la Révolution Palestinienne. Elles veulent que l'Etat libanais remette en cause les accords du Caire de 1969. Quels sont ces accords ?

Quand les Palestiniens ont été chassés de leur terre en 1948, ils sont venus se réfugier dans les pays arabes voisins : Syrie, Jordanie et Liban. En 1965, c'est le déclenchement de la lutte armée de la Révolution Palestinienne, les masses palestiniennes dans les camps ont répondu, toutes ensemble, à la volonté de libérer la Palestine. Elles ont commencé à s'organiser, politiquement et militairement pour la lutte de longue haleine.

Les forces de droite, au Liban, ont vu le danger que pouvait présenter pour elles la Révolution Palestinienne : C'est elle qui peut assurer les liens entre le Liban et les pays arabes, alors que les forces de droite veulent isoler le Liban. C'est pour cela qu'elles ont toujours essayé de frapper la Révolution Palestinienne. Au

printemps de 1969, les Phalanges déclenchent leur première attaque, aidés par certaines unités de l'armée. Leur échec débouche sur les accords du Caire, signés par la Révolution Palestinienne et le gouvernement libanais :

- liberté d'action de la Révolution Palestinienne

pour libérer sa patrie,

- les camps sont sous la responsabilité de l'OLP : liberté d'entraînement, d'armement dans les camps. L'Etat libanais n'a pas le droit d'intervenir dans les camps.

- la Révolution Palestinienne s'engage à ne pas intervenir dans les affaires intérieures du Liban.

En mai 73, c'est l'armée qui prend l'initiative, mais un grand nombre de soldats, d'officiers même refusent de combattre : l'armée échoue dans son complot, à cause de la mobilisation des masses libanaises et palestiniennes. Après les combats, des accords sont de nouveau signés : Ce sont les mêmes que ceux du Caire.



la constitution : confessionnalisme

Pourquoi ce conflit, qui est en fait un conflit entre les forces patriotes libanaises et les forces liées à l'impérialisme, prend souvent une image confessionnelle ? Cela est dû à la Constitution Libanaise, principalement.

La Constitution du Liban repose sur une base confessionnelle. La France, cherchant à diviser la population pour mieux s'infiltrer, s'est appuyée avant et pendant le mandat français sur une partie de la population, la confession Maronite, surtout. Avant son départ, elle a établi, dans le Pacte National de 1943, ce que doit être le régime libanais : il doit être basé sur le confessionnalisme, avec des privilèges politiques à la communauté maronite. Le Président de la République et le chef de l'armée doivent être maronites. Le Président du Conseil doit être musulman Sunnite et le Président du Parlement doit être musulman chiite. Chaque député représente sa confession plutôt que ses opinions politiques. Les blocs politiques se for-

ment ensuite au Parlement : Pour être fonctionnaire dans un secteur, il faut être de telle confession, au nom de «l'équilibre confessionnel». Dans l'armée, c'est la même chose au niveau des officiers.

Depuis la fin du mandat français, ce sont les mêmes familles féodales qui gouvernent le Liban. Certains de ces personnages jouent un rôle politique important aujourd'hui.

Frangié, actuellement Président de la République, grand féodal dans la localité de Zghorta, au nord. Il n'a aucune option politique précise, mais, suivant le rapport de force, il penche d'un côté à l'autre. Au début des événements, il s'est tenu «neutre» mais ces derniers jours, il a rejoint les forces de droite.

Karamé. C'est aussi un

grand féodal du nord, à Tripoli, sans grande option politique. Son rôle positif pendant les événements vient du fait qu'il a cherché par tous les moyens à arrêter les combats et a toujours refusé de faire intervenir l'armée, en tant que ministre de la défense.

Eddé, chef du parti «Bloc National». Représentant de la bourgeoisie chrétienne, mais certains bourgeois musulmans adhèrent à son parti. Son rôle positif pendant les événements a consisté à se démarquer des forces de droite, en tant que Maronite. Il a cherché l'arrêt des combats et de là vient son alliance récente avec Karamé et d'autres chefs musulmans. Il a aussi dénoncé l'intervention américaine, qui cherche la partition.

Joublatt, chef du Parti Socialiste Progressiste, représentant de la Communauté Druze, il est aussi un grand féodal du Chouf, région entre Beyrouth et Saïda, dans la montagne.

Les militants de son parti sont surtout des paysans, des petits-bourgeois et des bourgeois. S'il se trouve aux côtés des forces de gauche à présent, c'est par son opposition aux Phalanges et au «Liban Occidental». Il fait partie du «Front Arabe de Participation à la Révolution Palestinienne». C'est ce qu'il a de positif.

• Les Phalanges : ce parti a été formé en 1936, pendant le mandat français. Dès le début, il avait un caractère militaire. Il a été fortement lié à l'impérialisme français jusqu'à une période récente, et à présent, il est lié à l'impérialisme américain. Il nie le caractère arabe du Liban et affirme, chaque jour davantage, sa haine aux pays arabes. Pour eux, le Liban est une «base occidentale», la «Suisse du Proche-Orient». Les théoriciens de ce parti cherchent à isoler le Liban des pays arabes en parlant du «Liban phénicien».

S'ils sont présents surtout dans les milieux chrétiens, c'est dû à l'impérialisme français qui, pour diviser la population entre confessions, a installé ses missions françaises dans les milieux chrétiens : écoles, hôpitaux.

• Le parti national-libéral de Chamoun : ce parti est très lié à l'impérialisme américain. C'est Chamoun qui a demandé l'intervention de la 6^e flotte américaine pendant les événements de 1958, s'opposant à l'intégration du Liban au monde arabe. Son parti est présent dans les milieux chrétiens et musulmans, et groupe tous les bourgeois liés à l'impérialisme américain. Les milices se sont surtout formées durant les événements.

• Les gardiens du Cèdre : miliciens apparus pendant les événements : ils sont les plus fanatiques, au niveau de la confession et du Liban non arabe. Ils sont aidés par le fanatique supérieur des moines, Charbel el Kassiss. A côté d'eux, se sont formés plusieurs milices, principalement dans la montagne. Ces milices sont entraînées par des mercenaires. Chaque riche, dans cette région, forme une milice, pareille à celle des «gardiens du Cèdre».

LES FORCES RELIGIEUSES

Une formation religieuse et politique à la fois, c'est le «Mouvement des Opprimés» de Moussa Al-Sadr, qui est le chef religieux chiite au Liban. Après les attaques sionistes contre les villages du sud, en majorité chiites, le Mouvement a demandé l'armement des villageois pour leur propre défense, car l'Etat ne s'en occupait pas. A partir de ce moment, il s'est popularisé. Il existe aussi dans le Hermel où il y a une majorité chiite. Et c'est, une des régions les plus pauvres du Liban. Ce qui est positif dans «Le Mouvement des Opprimés», c'est qu'il ait déclenché une révolte dans les régions les plus pauvres du Liban, alors qu'aucune formation politique ne l'avait fait jusqu'à présent. Mais le côté négatif, que de nombreuses personnes du sud et du Hermel ont remarqué, c'est son aspect confessionnel.

D'autres forces religieuses ont joué un rôle positif dans les événements, ce sont les patriarches maronites, orthodoxes et catholiques, qui sont tous chrétiens et se sont démarqués des Phalanges, affirmant leur soutien au Liban arabe.

• Le parti «communiste» libanais : ce parti a toujours été contre toute lutte armée jusqu'à une période récente. S'ils ont rejoint les autres formations politiques sur ce point, c'est dû surtout à la volonté des masses d'engager la lutte armée contre l'Etat sioniste. Mais durant les événements, leur tactique (rallier les masses musulmanes à eux) a entraîné une séparation des masses musulmanes des masses chrétiennes.

• L'O.A.C.L. (Organisation de l'Action «Communiste» Libanaise). A présent, ce parti se rapproche de plus en plus du P.C.L.

• Le P.P.S. (Parti Populaire Syrien) : parti réclamant l'unité de la «Grande Syrie» (Syrie - Liban - Palestine - Jordanie).

C'est le parti qui s'est opposé, le plus, au parti des Phalanges. Durant des années, c'était une lutte à mort entre ces deux partis. La répression qu'a subie ce parti après une tentative de coup d'Etat en 63 a permis aux Phalanges de s'élargir à leur place, car le P.P.S. travaille aussi dans le même milieu que les Phalanges : la montagne.

• Les Nassériens : bien qu'il y ait des divergences dans le mouvement nassérien, ils ont une caractéristique commune : ils sont présents dans les masses. Ils sont tous pour l'unité arabe, ne peuvent envisager le Liban autrement qu'arabe. Les cultures occidentales ont peu pénétré dans ces milieux. Ils ont une haine contre l'impérialisme. Ils sont souvent manipulés par des «hommes du régime», qui les utilisent pour accéder au pouvoir (Salam Saab, par exemple). Mais quand il s'agit de défendre la Révolution Palestinienne, exemple en 69 ou en 73, ils sont prêts. En mai 73, c'est le mouvement de Brahim Qoleilat, à Beyrouth, qui a protégé et aidé la Résistance, plus que tout groupe de «gauche».

• Il faut aussi signaler le mouvement de Farouk Mokkaddam. Il s'agit d'un mouvement existant surtout au Nord, à Tripoli. Ce mouvement s'est mis aux côtés de la Résistance en 69 et en 73. Il est présent dans les masses.

• Les baassistes, pro-syriens ou pro-irakiens. Ils sont surtout présents dans les régions du Nord, du Sud et dans la Bekaa.

LA VIE DU JOURNAL

DANS NOTRE COURRIER

« LA PREMIÈRE VICTOIRE EST QUE LE QUOTIDIEN PARAISSÉ, LA DEUXIÈME ET LA PLUS IMPORTANTE EST QU'IL DEVIENNE VRAIMENT LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ».

Enthousiastes

Je tiens d'abord à souligner ici notre enthousiasme pour le « Quotidien du Peuple ». (...) Le quotidien paraît c'est un succès, il s'améliore et son amélioration comme le débat mené dans le courrier des lecteurs (qui est très lu) prouve qu'il se donne de plus en plus les moyens de devenir vraiment le quotidien du peuple.

Je vous cite ici en vrac quelques remarques de lecteurs, des améliorations souhaitées...

- un style plus dynamique, plus percutant (solide, sérieux ne veut pas dire « ennuyeux », se méfier du style « Le Monde », un journal révolutionnaire doit donner envie de se battre).

- des titres plus évocateurs, « titres mots d'ordre » à éviter, faire plus attention aux titres (ainsi par exemple dernièrement celui-ci : « Intolérable arrêt de la cour de cassation : Bruno doit être exécuté ». Cela peut laisser croire à première vue que le QdP demande l'exécution de Bruno !)

(...) Le quotidien pêche un peu par des « manques » dans l'information, ainsi il faut parfois acheter un autre journal... il ne faut pas avoir peur de développer des nouvelles brèves sans trop de commentaires ! Exemple : donner le point sur les luttes (carte de France).

Très bonnes pages interna-

tionales, mais nous ne sommes pas tous des géographes avertis... on a du mal parfois à placer les régions ou pays dont on nous parle,

Il est aussi demandé de continuer les pages d'histoire,

(...) nous nous rendons compte que pour que le quotidien devienne celui du peuple cela ne dépend pas que d'une « rédaction » au point, d'une bonne équipe de journalistes, ni même uniquement d'une bonne prise en main des critiques par les lecteurs... car là encore c'est nous concevoir comme un peu extérieurs au quotidien, développons nos correspondances, trouvons de nouveaux correspondants, abonnés, lecteurs... développons les initiatives, renforçons le soutien financier...

L.D. THIONVILLE.

Ta lettre enthousiaste montre que, c'est vrai, nous avons remporté une première victoire avec la parution du journal. La seconde, n'est pas gagnée, et nous savons bien qu'une condition pour trouver encore plus de correspondants ouvriers, c'est que le Quotidien réponde encore plus aux besoins et aux questions des travailleurs qui le lisent. Pourrais-tu préciser tes critiques et tes idées sur le « style percutant combatif » nécessaire au QdP ? Donner des exemples ? C'est ainsi, ensemble, pas à pas, que nous avancerons.

Certaines lettres devraient susciter des articles

La formule adoptée par certains journaux comme « le Monde » est à retenir : présenter en bas de l'information du jour, et en caractère différents un rappel des faits antérieurs. Par exemple, pour une grève dans une usine, il ne faut pas croire que tout le monde sait de quoi il s'agit, mais présenter l'usine : on y produit telle chose, il y a tant d'ouvriers, c'est dans telle ville, appartenant à tel trust, ayant mené telle lutte auparavant. C'est à la rédaction de faire cette note systématiquement d'après les articles antérieurs.

Sur le courrier il est souvent mal présenté on ne voit pas toujours bien qui l'a écrit et où commence la réponse. Certaines correspondances seraient à mettre dans d'autres rubriques, à relier à des articles. Certaines lettres devraient susciter des articles, reportages de journalistes, à présenter en même temps que la lettre (et pas seulement l'inverse : une lettre d'un lecteur comme suite à un article).

extraits d'une lettre de la cellule LIP du PCRml (besançon).

Pour le feuilleton : plusieurs lecteurs pensent que Liévin « un peu c'est bien, trop c'est trop ». Par exemple certains jours il y a sur Liévin le feuilleton (1/2 page) + 1/2 page ailleurs. Il ne nous semble pas que ces articles sur Liévin conviennent tellement comme feuilleton, leur style étant trop proche des autres articles. Il faudrait un feuilleton qui tranche davantage avec les autres articles, et qui soit plus court, le conte vietnamien en ce sens était mieux. On en aurait peut-être un à proposer sur la Résistance à Besançon « le sang des jeunes » mais ce n'est pas sûr.

La question que vous posez sur le courrier est importante. Il s'agit de savoir en effet en quoi nous utilisons vos critiques vos suggestions, comme une base pour notre réflexion, pour la réalisation du journal, sa progression. Plusieurs lecteurs en ce sens ont regretté le caractère général et un peu expéditif des réponses - déjà trop rares - apportées à vos lettres.

C'est là encore tourner le dos au projet que nous avons du Quotidien. C'est pourquoi, nous donnerons de plus en plus la parole dans cette page 2 aux journalistes eux-mêmes pour vous répondre. A telle critique portant sur un article

Devenez correspondant du Quotidien du Peuple

Envoyez chaque jour, vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :

QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 Paris de 8 H 30 à 13 H

de luttes, c'est la section « luttes » qui répondra dans la mesure du possible, associant ainsi directement les lecteurs à la réflexion qu'elle a sur son travail. C'est un premier pas tout à fait nécessaire si nous pensons vraiment comme le camarade de Villerupt que « c'est la garantie d'un journal qui soit vraiment celui du peuple que de se remettre sans arrêt en question et de savoir tirer le positif d'expériences négatives ».

Nous retenons votre suggestion concernant le rappel des faits antérieurs, quant au feuilleton, il faudrait que d'autres lecteurs nous envoient leur point de vue.

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom.....
Profession.....
Adresse.....
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

Une garantie..

Je tiens tout d'abord à vous encourager pour les progrès réalisés par le QdP et surtout pour le bilan critique que vous voulez entamer. C'est justement là, la garantie d'un journal qui soit vraiment celui du peuple que de se remettre sans arrêt en question, savoir tirer le positif d'expériences négatives : c'est la condition pour avancer vers notre objectif.

G.F.

RÉUNION DE LECTEURS

Aubervilliers

SAMEDI 24 JANVIER
14 h 30

Réunion de lecteurs du QdP

Centre Socio-Culturel
chemin de la basilique
Cité Floréal - St DENIS

GERS

La première réunion des lecteurs du QdP du Gers aura lieu le dimanche 25 janvier.

Rendez-vous à 14 heures précise auprès du cimetière de La Sauvetat. Les lecteurs des départements limitrophes seront bienvenus.

Meaux

RÉUNION PUBLIQUE DU « QUOTIDIEN DU PEUPLE »

Après 3 mois de parution où en est la construction de notre journal ? Comment localement il nous aide à développer ce point de vue d'ensemble que nous voudrions forger à l'appui de l'expérience riche des travailleurs ?

MARDI 27 JANVIER
19 h 30

Rendez-vous en face du cinéma Place Henri IV à Meaux.

Chevilly Larue

Réunion des lecteurs du Quotidien du Peuple de Chevilly Larue et des communes limitrophes.

DIMANCHE 25 JANVIER

DE 16 h A 18 h

Rendez-vous devant l'arrêt du bus 192 Mairie de Chevilly à 16 h 45.

communiqués

Aix - en - Provence

SAMEDI 24 JANVIER
Centre social quartier sud-est
avenue Jean-Paul Costes
(face au centre des impôts)

Les travailleurs immigrés à Aix-en-Provence avec :

15 h 00 : théâtre avec la troupe El Halaka.

17 h 30 : Cinéma avec le film « Le doigt dans l'engrenage ».

20 h 30 : débat sur les travailleurs immigrés à Aix avec la participation de syndicalistes, de responsables algériens, de représentants du bureau d'accueil, etc...

Camarades,

Le Dimanche 18 janvier, la section bordelaise du Mouvement de Défense des Handicapés distribuait des tracts devant la salle de l'Ermitage au Bouscat (banlieue bordelaise) à l'occasion de « l'arbre de Noël » organisé par l'Association des Paralysés de France. C'était l'occasion pour le Mouvement de Défense des Handicapés de protester contre la politique préconisée par cette association, pour régler les problèmes des handicapés, travailleurs ou étudiants, faire connaître sa position. Ses militants ainsi que des handicapés ayant répondu à l'appel au boycott, furent victimes de violences verbales (insultes, chantage) et physique de la part du service d'ordre de cette association qui n'hésite pas à appeler la police. La section du Mouvement de Défense des Handicapés de Bordeaux proteste énergiquement contre cette atteinte aux libertés arrachées, au cours

des luttes, par le mouvement ouvrier.

Deux questions :

- Voulez-vous nous dire M. Poniatowski si une distribution de tracts est une atteinte à « l'ordre public » dont vous vous faites le champion ?

- M. Tranois, président de l'Association des Paralysés de France, aura-t-il l'amabilité de nous fournir des explications ?

Avec nos salutations militantes
Section du Mouvement de Défense des Handicapés de Bordeaux 22, rue Marsan.

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y CHEVET
imprime par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commissariat Partaire

TÉLÉVISION

programme

SAMEDI 24 JANVIER

TF1
 14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS.
 18 h 40 - SIX MINUTES POUR VOUS DÉFENDRE.
 18 h 50 - MAGAZINE AUTOMOTO.
 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES.
 19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX.
 20 h 00 - JOURNAL.
 20 h 30 - NUMÉRO 1 : CARLOS.
 21 h 30 - GRAND-PÈRE VIKING feuilleton.
 22 h 20 - A BOUT PORTANT JEAN LE POULAIN.
 23 h 00 - JOURNAL et fin.

A2
 14 h 05 - SAMEDI DANS UN FAUTEUIL.
 15 h 40 - Caen-Villeurbanne (Basket).
 18 h 00 - PEPLUM Magazine du spectacle.
 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES.
 19 h 45 - Y'A UN TRUC.
 20 h 00 - JOURNAL.
 20 h 30 - SPLENDEURS & MISÈRES DES COURTISANES fin.
 22 h 05 - DIX DE DER.
 23 h 35 - JOURNAL et fin.

FR3
 18 h 25 - EMISSION ALSACIENNE.
 19 h 00 - POUR LES JEUNES.
 19 h 40 - UN HOMME, UN ÉVÈNEMENT.
 20 h 00 - FESTIVAL DU COURT MÉTRAGE.
 20 h 30 - UNE ANÉMONE POUR GUIGNOL. spectacle de Marcel Maréchal.
 21 h 50 - LETTRES DE PARIS ET D'AILLEURS.
 22 h 50 - JOURNAL et fin.

DIMANCHE 25 JANVIER

TF1
 12 h 00 - LA SÉQUENCE DU SPECTATEUR.
 13 h 00 - JOURNAL.
 13 h 20 - LE PETIT RAPPORTEUR.
 14 h 05 - LES RENDEZ-VOUS DU DIMANCHE.
 15 h 45 - DIRECT A LA UNE. L'NUMÉRO 4. film TV américain.
 17 h 15 - NANS LE BERGER feuilleton.
 18 h 45 - LES ANIMAUX DU MONDE La faune insolite d'Australie.
 19 h 15 - JOURNAL.
 19 h 45 - LA BONNE ANNÉE film de C. Lalouch.
 20 h 30 - POUR LE CINÉMA.
 23 h 10 - JOURNAL et fin.

A2
 13 h 30 - UN TAXI POUR TOBROUK - Denys de la Patellière 1961.
 16 h 10 - PANTHÈRE ROSE.
 16 h 20 - TIERCE : PRIX D'AMÉRIQUE.
 17 h 25 - Monsieur CINÉMA.
 18 h 15 - CINÉ PARADE.
 18 h 25 - MASH (américain).
 18 h 45 - STADE 2.
 20 h 00 - JOURNAL.
 20 h 30 - SYSTÈME 2.
 21 h 40 - SCHULMEISTER L'ESPION DEL'EMPEREUR.
 22 h 35 - LES CADETS DE LA POLITIQUE : Arlette Laguiller.
 23 h 15 - JOURNAL et fin.

FR3
 19 h 00 - PORTRAITS DE CINÉASTES: Claude AUTANT-LARA.
 19 h 55 - SPECIAL SPORTS.
 20 h 05 - LES ANNÉES ÉPIQUES DU CINÉMA Débuts du Western.
 20 h 30 - HIÉROGLYPHES.
 21 h 30 - LE MASQUE ET LA PLUME.
 22 h 25 - JOURNAL et fin.

NOTRE SÉLECTION DU WEEK-END

GUIGNOL PAS MORT !

Samedi :
 Des exemples récents ont confirmé les liens «complexes» qu'entretiennent milieu policier et «milieu» tout court. La fin du film TV «Splendeurs et Misères des courtisanes» (A2) ne sera donc pas une surprise : l'ancien bagnard Vautrin se reconvertit dans la police.

Au même moment, FR 3 présente un spectacle de Marcel Maréchal : «Une anémone pour Guignol», qui n'a rien d'une «émission pour enfants». Justement, qu'évoque Guignol pour nous aujourd'hui ? Un «spectacle pour enfants» d'abord ; ensuite, une marionnette représentant le «gon» lyonnais, un peu râleur mais «honnête travailleur» peu soucieux de s'en prendre à l'ordre bourgeois.

Ce Guignol-là n'est pas le vrai Guignol, celui que Laurent Mourguet a créé en 1808, et que Maréchal essaiera de nous restituer aujourd'hui. Réduit au chômage, le canut lyonnais Mourguet devient marionnettiste professionnel. Son public : le peuple des canuts et des

ouvriers. Public attentif et enthousiaste, parce que Guignol symbolise alors ses difficultés quotidiennes (les dettes, le proprio qui réclame son loyer, les huissiers, les flics...) et aussi ses aspirations : Guignol finit toujours par triompher de ses adversaires ! Parce qu'aussi Guignol parle son langage, mordant et cru. Héros populaire donc, et subversif. Sous le Second Empire, la censure tente de mettre au pas les différents théâtres de Guignol. Mais le texte joué n'est pas le texte écrit, édulcoré par les ciseaux bourgeois !

Finalement, la bourgeoisie prendra sa revanche d'une façon plus sournoise : en adoptant Guignol, en le mettant «à la mode», à sa mode ; Guignol devient alors le symbole non plus du peuple contestataire, mais de la «lyonnaiserie». Les marionnettistes se tournent vers leur nouvelle clientèle...

On peut voir maintenant le résultat de ce «détournement». Pour la culture populaire d'aujourd'hui, il y a là, sans aucun doute, une relève à prendre.
 Claude ANCHER



MOTS-CROISÉS

autour d'une case noire

HORIZONTALEMENT.

- 1. Donna un coup de main.
- 2. Fatiguer.
- 3. Près de Grenoble.
- 4. En Bretagne. Note.
- 5. Mise en hauteur.
- 6. Demeures.

	A	B	C	D	E	F
1	E	P	A	U	L	A
2	L	A	S	S	E	R
3	U	R	L	A	G	E
4	D	D	L	U	T	
5	S	E	L	E	V	E
6	R	E	S	T	E	S

VERTICALEMENT.

- A. Esquiver.
- B. Parfois donnée.
- C. Nombreux en URSS.
- D. Initiales agressives. Habiller (phon.).
- E. Transmise.
- F. Dures à avaler.

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

D'EDGAR SNOW, AUX ÉDITIONS STOCK

En juin 1936, lorsque Edgar Snow décide de partir dans les territoires libérés par l'Armée Rouge, il séjourne depuis 6 ans déjà en Chine à titre de correspondant de presse. Il a pour seule connaissance du peuple chinois en armes, de l'Armée Rouge, ce qu'en raconte le gouvernement de Tsiang Kai-chek. Saisissant l'occasion qui lui est offerte d'entrer en contact avec le parti chinois, il part, une lettre de recommandation en poche à l'adresse de Mao Tse-Toung. Un nouveau point de vue va se forger en lui. Décidé à connaître, à savoir, il enquête. Il va réaliser progressivement qu'il ignorait tout du peuple chinois et de son parti. C'est cette rencontre qu'«Etoile rouge sur la Chine» nous rapporte.

PREMIER ÉPISODE:

TRAIN OMNIBUS VERS LA «PAIX DE L'OCCIDENT».

C'était le début de juin, et Pékin portait la dentelle verte du printemps, ses milliers de saules et ses cyprès impériaux faisant de la Cité interdite un lieu d'émerveillement et d'enchantement. Dans la fraîcheur de maints jardins, on ne pouvait croire à la Chine du labeur éreintant, des privations, de la révolution et de l'invasion étrangère, qui se cachait sous les toits étincelants des palais. Ici les étrangers bien nourris pouvaient, dans leur propre petit pays de cognac, de whisky-and-soda, de polo, de tennis et de commérages, complètement ignorants, dans leur contentement, des pulsations de l'humanité en dehors des murs isolants de la grande cité silencieuse

- ce que beaucoup d'entre eux faisaient en effet.

Et pourtant, depuis un an, même l'oasis de Pékin avait été envahie par l'atmosphère de lutte qui planait au-dessus de la Chine. Des menaces de conquête de la part du Japon avaient provoqué de grandes démonstrations populaires, surtout parmi les étudiants exaspérés. Quelque mois plus tôt, me tenant au pied de la Muraille tartare, j'avais vu dix mille étudiants se rassembler, bravant les matraques des gendarmes pour crier en un chœur puissant : «Résistez au Japon ! Rejetez les demandes de l'impérialisme japonais pour la séparation du Nord et du Sud ! (...)

Une nuit, je pris place dans un train vétuste ; tout en me sentant un

peu mal, j'étais dans un état de grande agitation. Un voyage d'exploration dans un pays situé à des centaines d'années et des centaines de milles des splendeurs médiévales de la Cité interdite ne s'offrait-il pas à moi ? Je faisais route vers la «Chine rouge». (...)

Ma destination immédiate était Sian-fou, qui signifie Paix de l'Occident. Sian-fou est la capitale de la province du Shensi, à deux journées et deux nuits fatigantes de train au sud-ouest de Pékin, et c'est le terminus occidental du chemin de fer du Long-hai. De là, je projetais d'aller vers le nord pour pénétrer dans les districts soviétiques, qui occupaient le cœur même du Ta Hsi-peï - le Grand Nord-Ouest de la Chine. (...)

Au matin, j'examinai mes compagnons de voyage, un jeune homme et un beau vieillard portant une trace de barbe grise. Ils étaient assis tous deux en face de moi, sirotant le thé amer. Bientôt, le jeune homme m'adressa la parole ; ce furent d'abord des lieux communs, puis, inévitablement, on passa à la politique. Je découvris que l'oncle de sa femme

était un fonctionnaire du chemin de fer et qu'il voyageait avec un permis. Il regagna le Ssetch'ouan, sa province natale, qu'il avait quittée sept ans avant. Mais il n'était pas sûr de pouvoir visiter son bourg natal, les bandits opérant non loin de là.

- Vous voulez dire des Rouges ?



- Oh, non, pas des Rouges, bien qu'il y en ait aussi au Ssetch'ouan. Non, je veux dire des bandits.

- Mais les Rouges ne sont-ils pas aussi des bandits ? demandai-je par curiosité. Les journaux les appellent toujours bandits rouges ou bandits communistes.

- Ah, mais il faut que vous sachiez que les rédacteurs les appellent bandits parce qu'ils en ont reçu l'ordre de Nankin, expliqua-t-il. S'ils les appelaient communistes

ou révolutionnaires cela prouverait qu'ils sont eux-mêmes communistes.

- Mais les gens du Ssetch'ouan ne craignent-ils pas les Rouges autant que les bandits ?

- Eh bien cela dépend. Les riches les craignent, ainsi que les propriétaires et les fonctionnaires et les percepteurs, c'est vrai. Mais les paysans ne

qu'ils ont effectivement aboli l'usure et l'opium au Song-pan (Ssetch'ouan) et qu'ils y ont redistribué la terre. Vous voyez donc que ce ne sont pas précisément des bandits. Ils ont bien des principes. Mais ce sont des gens dangereux. Ils tuent tout le monde.

Alors, inopinément, le vieillard leva son doux visage et, avec un calme parfait, fit une remarque surprenante. «Cha pour kow, dit-il. Ils n'en tuent pas assez !» Nous le regardâmes abasourdis.

Par malheur, le train approchait de Tcheng-tchow, où je devais changer de train et prendre la ligne du Long-hai, et je dus interrompre la discussion. Mais depuis je me suis toujours demandé à l'aide de quel témoignage accablant ce vieux monsieur à l'apparence confucéenne aurait appuyé son étonnante affirmation. J'y pensai toute la journée du lendemain comme nous prenions de la hauteur à travers les étranges paliers des collines de loess du Honan et du Shensi, et jusqu'à ce que mon train - celui-ci encore tout neuf et très confortable - arrivât dans la belle gare, récemment construite, de Sian-fou.

les craignent pas. Parfois, ils leur font bon accueil. Il jeta alors un regard inquiet vers le vieillard, qui écoutait avec une attention soutenue, sans paraître écouter.

- Vous savez, continua-t-il, les paysans sont trop ignorants pour comprendre que les communistes veulent seulement profiter d'eux. Ils croient que les Rouges pensent ce qu'ils disent.

- Mais ce n'est pas le cas ?
 - Mon père m'a écrit

(à suivre)

INTERNATIONAL

**LIBAN: UN REPIT
POUR LA RESISTANCE**

L'ordre d'arrêt des combats, donné par le comité supérieur militaire comprenant six officiers, deux libanais, deux syriens et deux pour la Résistance Palestinienne, a été suivi d'effet à Beyrouth.

On estime généralement que le compromis comporte :

- une proportion légèrement plus élevée (50 % au lieu de 40 %) de musulmans à l'assemblée nationale, et quelques autres réformes constitutionnelles.

- Le maintien des garanties données à la Résistance Palestinienne pour son activité en territoire libanais, telles qu'elles figurent dans les accords de 1969 et 1973 (voir notre dossier en page 9).

A CONTRE-CŒUR

Cependant, on peut se demander si, dans les jours prochains, les forces de droite vont se résigner à l'arrêt des combats. Elles ont en effet refusé tout commentaire à l'issue d'une réunion tenue dans leur fief de Jounieh. Des indices contradictoires filtraient : d'une part, la déclaration de Gemayel, chef des phalanges, qui a « remercié les frères syriens pour leur initiative », et d'autre part certains propos visant la prétendue « occupation palestinienne du Liban ».

Dans l'ensemble, ceux qui ont, depuis des mois, attisé la guerre civile risquent de se montrer peu satisfaits du maintien intégral du statut de l'Organisation de Libération de la Palestine sur le territoire libanais. Les derniers développements avaient en effet montré que leur préoccupation essentielle restait, conformément aux vœux de Washington et de Tel Aviv, l'affaiblissement de la Résistance

dans sa principale base arrière.

De ce côté, il serait donc étonnant que, tôt ou tard, l'objectif n'ayant pas été atteint, on ne se lance pas dans de nouvelles provocations.

MENACES ISRAËLIENNES

Prenant prétexte de la « présence de l'Armée de Libération de la Palestine » (forces régulières de la Résistance, stationnées en Syrie), à quatre kilomètres de la frontière, Israël a procédé ces dernières heures à des mesures extraordinaires dans les régions proches du Liban. Ce ne serait pas la première fois que, du côté israélien, on prendrait prétexte des changements politiques favorables aux forces patriotiques dans les pays arabes voisins pour déclencher une agression.

Cependant, on peut douter que l'État sioniste, qui n'est pas intervenu au plus fort des combats, dans la journée de mercredi, alors que les hommes les plus liés aux États Unis (comme le ministre de l'intérieur Camille Chamoun), lui lançaient des appels à peine déguisés, se résolve aujourd'hui à le faire. Il est plus probable que Tel Aviv se contentera de maintenir, par la menace, certaines conditions nécessaires à de nouvelles provocations de la droite libanaise. C'est le sens de la note adressée par Tel Aviv à Damas, « mettant en garde » la Syrie contre « toute intervention militaire ».

L'HYPOTHÈQUE SYRIENNE

La grande inconnue de l'accord passé jeudi matin reste aujourd'hui le sens dans lequel va s'exercer le poids nouveau acquis par la Syrie dans les affaires libanaises : en plus de deux officiers qui la représentent officiellement, la Syrie bénéficie dans le nouveau comité supérieur militaire de la présence de Zoheir Mohsen, chef de l'organisation de fedayin pro-syrienne « Saika ».

Aussi longtemps que la Syrie maintient une position patriotique, de confrontation avec l'État sioniste, son intérêt au Liban est dans le maintien de l'existence du pays, et de l'implantation de la Résistance Palestinienne sur son sol. Le sud-Liban est en effet un point faible par lequel les forces israéliennes menacent constamment les arrières syriens, sur la route de Damas, et tout facteur susceptible de s'opposer à leur progression est donc positif

Contre-attaque palestinienne à proximité d'un camp : la droite n'a pas eu la partie facile.



pour Damas.

La tentation pourrait cependant se faire jour pour les dirigeants syriens, s'ils en venaient à rechercher avec Israël un compromis de type égyptien, d'utiliser leur nouvelle position au Liban pour tenter d'imposer à l'OLP la renonciation à ses objectifs fondamentaux. A cet égard, la position syrienne lors du débat du Conseil de Sécurité de l'ONU, où des bruits circulent sur une motion arabe qui reconnaîtrait le « droit à l'existence d'Israël », pourrait constituer un test.

Quelle que soit l'évolution des autres facteurs, l'accord reste un répit positif pour la Résistance Palestinienne : les provocations de la droite risquaient chaque jour plus, dans la dernière période, de la contraindre, contre sa volonté, à des actions militaires qui auraient transformé les masses chrétiennes du Liban en ennemis irréductibles.

Jean LERMET

Albanie : projet de la nouvelle constitution

Le projet de la nouvelle constitution de la République Populaire d'Albanie a été rendu public.

Husny Kapo, secrétaire du Comité Central du Parti du Travail avait déclaré en novembre dernier que cette constitution nouvelle devait être celle « de l'étape de l'édification intégrale du socialisme dans notre pays ». Le projet propose donc de faire de l'Albanie une « République Populaire Socialiste ».

Husny Kapo précisait que « les rapports socialistes de production ont été établis aussi bien à la ville qu'à la campagne ». Le projet en tire donc les conséquences pour ce qui est de la propriété privée des moyens de production, historiquement dépassée. D'autre part, la nouvelle constitution rappellera la nécessité de l'État de dictature du prolétariat : le rôle dirigeant de la classe ouvrière est affirmé, ainsi que « le contrôle ouvrier et la lutte contre le bureaucratisme ».

La condition du maintien du pouvoir des ouvriers et des paysans est le rôle hégémonique de leur Parti, le PTA, affirmé par le projet. Le projet est rédigé en termes simples « pour être compris des larges masses travailleuses » car il est le reflet de leur pouvoir.

Sahara : les camps bombardés au napalm

Deux après-midi de suite, les bombes au napalm ont tombées sur les camps sahraouis. « Des dizaines de civils innocents ont été tués, blessés ou atrocement brûlés par les bombes au napalm lancées sur les camps de Tifariti. Ces bombes proviennent sans doute des stocks de l'armée française conservés après en avoir fait usage contre le vaillant peuple d'Algérie et qu'elle n'a pas hésité à céder aux troupes d'invasion », rapporte un communiqué du Front Polisario.

Ce sont les premiers bombardements au napalm contre les camps. Hassan vient de franchir un nouveau pas : massacrer le peuple sahraoui pour le soumettre, écraser le peuple sahraoui sous les bombes pour s'emparer de son territoire.

Jusqu'où Hassan II ira-t-il dans le massacre ? Tout l'atteste, le peuple sahraoui ne pliera pas. Lorsque nous sommes passés à Tifariti, dans tous les camps on savait que Hassan attaquerait les camps parce qu'il était mis en échec dans l'invasion du Sahara. Le Front Polisario se préparait à équiper les camps en défense anti-aérienne. Il n'en a pas eu le temps, encore. Mais Hassan apprendra bientôt qu'il est impossible de soumettre un peuple tout entier dressé pour la défense de son territoire, pour la conquête de son indépendance.

Dans la région de Ain ben Tily, dans la région de Bir Moghrein, les combats font rage, depuis plusieurs mois. Les troupes marocaines envoient des renforts dans les postes mauritaniens, mais elles n'ont pu briser l'élan que l'armée populaire resserre autour de ces bases d'agression installées en Mauritanie. Au nord, les postes occupés par les troupes marocaines sont encerclés. A Farsia l'eau potable doit être apportée par hélicoptère aux soldats : tous les puits sont contrôlés par le Front Polisario.

Grégoire CARRAT

**IRAN : DES CONDAMNÉS
DEJA EXECUTES**

« Entre le procès en première instance et le procès en appel, ... les agents de la SAVAK torturent, fabriquent des dossiers, des « aveux », des « repentirs »... ». Pour les tortionnaires en particulier, les peines de mort du tribunal signifient le « feu vert » à la torture jusqu'à la mort, pour aller jusqu'au bout et accomplir les crimes sans même attendre le peloton d'exécution. Les condamnés risquent donc la mort. Ils sont en train d'être liquidés, s'ils ne le sont pas déjà !

Le déroulement de l'affaire confirme pleinement notre analyse, avec cette différence que le procès en appel n'a pas eu lieu ! En effet, contrairement à ce que la presse officielle vendue au fascisme veut en vain essayer de nous faire croire, le « procès en appel » et les soi-disant déclarations, « repentirs » et « auto-critiques » des condamnés

sont des fabrications de la SAVAK. Pour la première fois, la SAVAK a renoncé au simulacre même de justice : cette fois-ci nous n'avons même pas affaire à un procès militaire à huis-clos. Contrairement aux autres « procès » préfabriqués par la SAVAK, aucune indication n'a été donnée quant à la date du commencement ou de la fin du procès en appel, ni de l'endroit où il s'est tenu ; aucune photo n'a été publiée ni de la salle du tribunal, ni du principal accusé, Vahi Afrahkeh, dont les journaux ont publié une très longue « déclaration d'auto-critique ».

Dans ces conditions, il est indéniable que certains au moins des accusés ont été déjà assassinés sous la torture, et de ce fait, ne pouvaient être présentés devant quelque tribunal que ce soit. Le fantomatique « procès en appel » n'a pour fonction

que d'enterrer les crimes déjà commis.

Devant ces crimes monstrueux du régime impérial et de la sinistre SAVAK, nous appelons encore une fois l'opinion publique à manifester sa colère et son indignation et à

contribuer à la dénonciation complète du régime criminel du Shah. Nous demandons aussi à tous les démocrates et progressistes de nous aider dans notre lutte pour soutenir le juste combat du peuple iranien contre le fascisme.

Paris le 22/1/76

KISSINGER : ÉCHEC

Kissinger a quitté Moscou pour se rendre à Bruxelles où, hier après-midi il rendait compte, devant l'OTAN des résultats de ses entretiens. Il avait rencontré Brejnev une dernière fois après la réunion du bureau politique. Celui-ci aurait fait « d'intéressantes propositions », au sujet des nouvelles armes, le missile US Cruise et le bombardier Backfire, propositions qui doivent être examinées par le président Ford. C'est une manière de dire qu'aucun accord n'a pu se dégager au cours des entretiens.

Bien que rien n'ait filtré encore des entretiens à propos de l'Angola entre Kissinger et Gromyko, le désaccord américano-soviétique sur cette question est une des raisons importantes du peu de succès de ces rencontres.

Cependant, l'annonce du voyage de Dos Santos à Moscou et l'affirmation du gouvernement sud-africain qu'il retirerait ses troupes d'Angola, d'autre part, pourraient peut-être converger vers un compromis...

Espagne : les grèves s'étendent à d'autres villes et d'autres secteurs

La grève est totale dans la zone industrielle de Barcelone, où une grande manifestation s'est déroulée regroupant plus de 5 000 travailleurs des 200 entreprises en grève. Par ailleurs, les banques de la région sont frappées de grèves sectorielles, de même que les services du gaz et de l'électricité.

Les grèves se poursuivent à Saragosse, Valence, Castellon de la Plana, et dans les Asturies, dont les mineurs sont toujours en grève.

La grève totale qui paralyse les usines du trust Standard, a des répercussions maintenant sur les usines Marconi-ITT qui ne sont plus approvisionnées en matériel.

Par ailleurs, les travailleurs des Wagons-lits COOK, en grève ont envoyé une délégation, jeudi soir, en France, pour s'entretenir d'actions de solidarité avec leurs camarades français.

Enfin, c'est hier soir que les travailleurs du métro ont tenu leur troisième assemblée générale

DE MADRID PAR TÉLÉPHONE